

AAFI
AFICS



BULLETIN

Vol. 70, No. 1

Janvier – January 2011

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX - Genève
ASSOCIATION OF FORMER INTERNATIONAL CIVIL SERVANTS - Geneva



VOL. 70, NO. 1

Janvier-- January 2011

Table des matières	Page	Table of Contents	Page
ÉDITORIAL	2	EDITORIAL	27
LEGISLATION FRANCAISE Mandat de protection future.....	3	MESSAGE TO OUR ANNUAL MEMBERS.....	28
MESSAGE À NOS MEMBRES ANNUELS	3	PENSION MATTERS	28
NOS PENSIONS	4	SPIRIT OF GENEVA	34
L'ESPRIT DE GENÈVE	9	HAVE SOME MORE CHEESE!	35
VOUS REPRENDRÉZ BIEN UN PEU DE FROMAGE... ..	10	UN INTERNATIONAL DAY OF OLDER PERSONS	36
JOURNEE INTERNATIONALE DES PERSONNES AGEES.....	12	HOW TO MAKE YOUR HOME AGE- FRIENDLY	40
COMMENT ADAPTER VOTRE DOMICILE AU GRAND ÂGE	16	OF CABBAGES AND KINGS	42
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS	18	NEWS FROM THE ORGANIZATIONS.....	44
NOUVELLES DES ORGANISATIONS	20	ANYONE FOR SHAKESPEARE?	47
HUMOUR.....	23	HUMOUR	49
COURRIER DES LECTEURS	24	LETTERS FROM OUR MEMBERS.....	50
NOUVEAUX MEMBRES.....	52	NEW MEMBERS	52
ILS NOUS ONT QUITTÉS.....	52	THEY HAVE PASSED AWAY.....	52

AAFI-AFICS

Bureau A.265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75

Banque UBS SA Genève (Compte: 240-128594.LUT; IBAN: CH6600240240128594LUT; SWIFT/BIC: UBSWCHZ80A)

Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5

E-mail: aafi-afics@unog.ch

Site internet (français): afics.unog.ch/aafi.htm, Web (English): afics.unog.ch/afics.htm

ÉDITORIAL

Au cours d'une brève excursion estivale dans le beau Canton suisse des Grisons, je tombai sur ... oh, pardon ... je fus présenté à l'une de ces lampes de chevet qui s'allument et éclairent de plus en plus fort lorsqu'on en touche le socle. Il paraît que ce genre de lampes est assez banal ; elles sont connues sous le nom de « lampes tactiles ». On en trouve même à des prix très abordables.

On peut aussi obtenir des explications terriblement techniques sur la façon dont elles fonctionnent, à base de considérations sur le « potentiel » du corps humain. On n'arrête pas le progrès dans le Canton des Grisons.

Ceux pour qui Google n'a plus de secrets, peuvent 'surfer' sur Internet et tout apprendre sur les lampes tactiles : je suis sûr que bien des membres de l'AAFI-AFICS en sont déjà de fervents partisans. Mais, croyez-le ou non, c'est en regardant une de ces lampes que tout s'est éclairé pour moi, alors que je réfléchissais à la façon dont on pourrait rendre les maisons des personnes âgées plus commodes à vivre.

Notre Comité songe déjà, depuis un certain temps, à mettre la question à son ordre du jour, peut-être en en faisant dans les années à venir - pourquoi pas 2012 - le sujet d'un séminaire.

Pour commencer, on trouvera déjà dans ce numéro du *Bulletin*, un article qui évoque quelques unes des solutions présentées par un récent rapport américain : « Vieillesse : imaginer de nouvelles réponses au défi des soins à domicile ».

Ce rapport démontre que l'on peut déjà apporter des améliorations sensibles dans une maison pour la rendre plus facile à vivre pour les personnes âgées. Par exemple, parmi bien d'autres, améliorer l'éclairage et multiplier les interrupteurs dans les escaliers, dans les pièces et aux portes d'entrée. Le rapport suggère aussi que les maisons des personnes âgées soient équipées de moyens de communication et de commutateurs sans fil.

Puisque nous parlons d'éclairage, la lampe tactile n'est que l'un des premiers éléments de la liste à dresser des appareils, électroniques et autres, que l'on peut aisément - et même à peu de frais - installer dans nos maisons pour en faire, comme dit le rapport, « un choix par défaut pour la vie à la retraite ». Je n'ai jamais vraiment imaginé ma maison comme « un choix par défaut », mais j'avoue que l'idée me plaît de pouvoir un jour allumer les lumières et d'autres appareils électriques grâce au son de ma voix. Imaginez-vous, entrant dans votre living-room et dire d'une voix sonore : « Télévision, allume-toi ! », ou toute autre injonction aimable pour qu'elle se mette en marche. Chez moi, ce serait plutôt « Alors, tu te décides, (*ici un juron censuré*), espèce de sale caisse capricieuse. »

De toute façon, ce n'est qu'un début. Inspirée par la nouvelle que nous allons aborder ces questions, l'une de nos membres a pris la plume pour nous écrire sur le thème « Rester chez soi ou aller en maison de retraite » ; nous publions sa lettre dans ce numéro et la remercions pour son enthousiasme.

Il existe bien d'autres informations sur ces sujets, rassemblées par nos collègues de la « Plateforme des associations d'aînés de Genève » auxquels nous nous sommes joints à l'occasion des « Automnales » qui se sont déroulées à Palexpo à Genève (nous en rendons compte dans ce *Bulletin*).

Au cours des mois à venir nous travaillerons sur ces questions et nous apprécierions beaucoup de recevoir vos idées ; vos témoignages nous seraient également très utiles.

Dans notre numéro de Janvier, vous trouverez beaucoup d'autres sujets intéressants. Nous vous souhaitons donc une très bonne Année Nouvelle et une "Bonne Lecture"

Roger EGGLESTON



LEGISLATION FRANCAISE

Mandat de protection future

Au moment où le Chef de l'Etat vient d'annoncer qu'il voulait réformer la prise en charge de la dépendance des personnes âgées, il est utile de connaître la possibilité offerte aux personnes saines d'esprit de pourvoir à une éventuelle perte d'autonomie.

Je vous transmets en lien le document édité par l'Union des Français de l'Etranger sur le "Mandat de protection future." En complément à ce document, je précise que, pour un non résident, le mandat est applicable pour son patrimoine sis en France.

Je me tiens à votre disposition pour répondre aux questions que vous auriez sur ce thème ou sur tout autre.

Bien cordialement.

Claudine SCHMID

*Conseiller à l'Assemblée des Français de l'Etranger - Rapporteur général de la commission de l'UE ;
Vice-présidente de l'Union des Français de l'Etranger (UFE) Monde ; tél. 044 480 24 63*



MESSAGE À NOS MEMBRES ANNUELS

Nous rappelons à tous nos membres annuels, sauf les nouveaux membres depuis octobre 2010, que la cotisation annuelle de CHF 35.00 doit être versée à l'Association en janvier de chaque année.

Vous pouvez payer votre cotisation par BV au compte postal 12-7881-5 ou au compte UBS SA, IBAN CH66 0024 0240 1285 94LUT, SWIFT/BIC : UBSWCHZ80A.

NOS PENSIONS

RETARDS DANS LES NOTIFICATIONS DES AJUSTEMENTS POUR LA COUT DE LA VIE

Un certain nombre d'entre vous nous ont signalé le fait que le formulaire envoyé chaque trimestre par le Chef, Section des Paiement de la Caisse des Pensions, à chaque retraité(e) pour lui notifier le montant de la pension qui lui sera payé chaque mois du trimestre a tendance à parvenir aux destinataires après le début du trimestre concerné. Ces retards dans la notification sont très gênants en ceci qu'ils rendent le planning difficile.

Ce problème a été porté à l'attention du Bureau de Genève de la Caisse des Pensions, Section des Finances, d'où M. Aliamane BACAR SAID, le responsable, nous écrit ce qui suit :

«En ce qui concerne le problème des retards dans la notification des ajustements des montants payables, bien vouloir noter que la Caisse fait imprimer les formulaires à New York le 23 du mois pour les paiements qui sont dus une semaine plus tard, normalement le 29 ou le 30 du mois. Les formulaires imprimés sont envoyés à la Section de Distribution des Nations Unies où ils sont pliés et mis dans les enveloppes. De là, ils sont envoyés au Bureau de poste des Nations Unies pour expédition. Je connais cette procédure très bien, car j'en ai été le responsable de 2001 à 2003. Il est impossible que les notifications arrivent à leurs destinataires avant les paiements.

La Caisse a trouvé une solution pour les bénéficiaires qui ont accès à internet. En vous enregistrant en ligne sur le site de la Caisse (www.unjspf.org) un mot de passe (ou en anglais PIN) vous est attribué, et vous pouvez l'utiliser pour consulter votre Notification le 25 du mois précédent le premier paiement du trimestre. Je vous recommande donc vivement de vous enregistrer, car non seulement cela vous permettra de consulter votre Notification du montant payable avant le début des paiements, mais vous pourrez aussi vérifier si votre Certificat d'ayant-droits (CE, Certificate of Entitlement) a été bien reçu.

Si vous aviez besoin d'une assistance pour vous enregistrer ou pour consulter ces informations en ligne, je serais ravi de vous guider. Plus généralement, pour tout problème, de quelque nature qu'il soit, concernant votre pension, n'hésitez pas à me contacter, et mes collègues et moi vous enverrons une réponse prompte et claire. »

Pour me contacter :

M. Aliamane BACAR SAID, Section des Finances, Caisse des Pensions du Personnel des Nations Unies, s/c Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse ; Tel. : + 41 22 928 8834 ; Fax : + 41 22 928 9099 ; e-mail : aliamane.bacarsaid@unjspf.org ; site internet : www.unjspf.org.

OBSERVATIONS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Bernard COCHEMÉ, Administrateur de la Caisse

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions a tenu sa session annuelle en juillet 2010 et a examiné les résultats de la dernière évaluation actuarielle et le rendement des investissements de la Caisse. C'est l'occasion pour moi de vous faire part de mes

observations sur ces deux questions cruciales et de faire le point sur la situation financière de la Caisse.

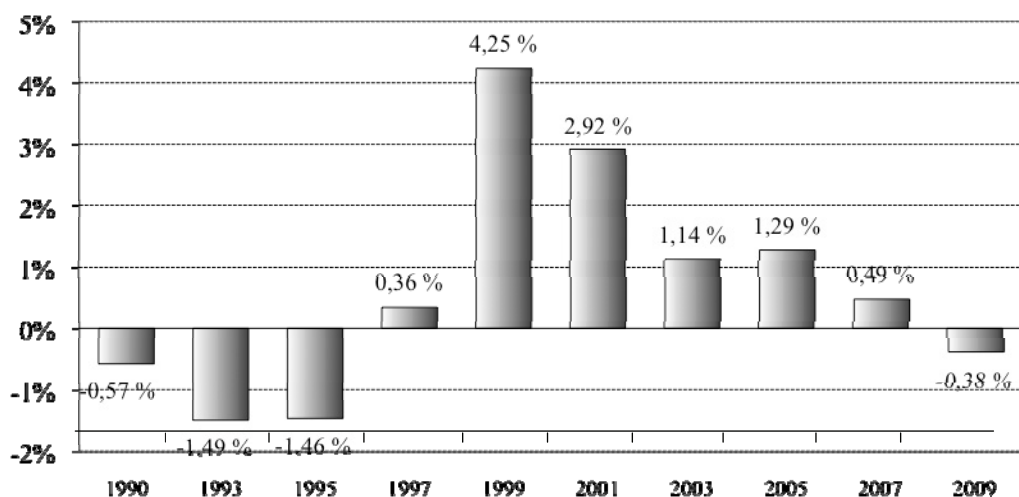
Rappelons tout d'abord que l'objectif premier d'une évaluation actuarielle est de déterminer si les actifs actuels et le montant estimé des actifs futurs de la Caisse seront suffisants pour couvrir ses obligations actuelles et futures. La Caisse a pour usage de procéder à des évaluations tous les deux ans. Le rapport présenté par l'Actuaire-conseil au Comité mixte en juin 2010 a révélé l'existence d'un déficit actuariel de 0,38 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension, compte tenu des données dont on disposait au 31 décembre 2009. Autrement dit, la différence entre le taux de cotisation fixé actuellement à 23,7 % (7,9 % à la charge des fonctionnaires et 15,8 % à la charge des employeurs) et le taux de cotisation nécessaire pour parvenir à équilibrer la situation financière de la Caisse à long terme, soit 24,08 %, est égale à 0,38 point de pourcentage.

1. Le déficit actuariel mis en évidence par la dernière évaluation actuarielle représente-t-il un risque pour la Caisse?

Tout d'abord, il est important de noter que c'est la première fois depuis de nombreuses années que l'évaluation fait ressortir une insuffisance du taux de cotisation. Les six évaluations effectuées depuis le 31 décembre 1997 avaient conclu à l'existence d'excédents compris entre 4,25 et 0,36 points de pourcentage, compte tenu d'un taux de cotisation de 23,7 %, comme illustré par le diagramme ci-après :

Résultats de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2009

Taux de cotisation nécessaire pour maintenir l'équilibre de la situation financière : excédents ou déficits par rapport au taux de cotisation actuel de 23,70 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension



Si un seul chiffre ou, en l'occurrence, une série de chiffres fournissent de précieux renseignements à la date de l'évaluation et peuvent donner des indications des tendances qui façonneront la situation financière de la Caisse, il convient cependant de les analyser de façon approfondie pour se forger une idée plus précise de la situation.

L'évaluation actuarielle met un second indicateur en évidence, à savoir le taux de couverture des engagements. Cet indicateur sert à comparer les actifs actuels de la Caisse à la valeur totale des prestations constituées à la date de l'évaluation, à savoir le montant des

prestations servies aux retraités et ayants droit actuels et le montant des prestations déjà constituées par les participants actuels et auxquelles ils pourraient prétendre dans l'hypothèse où ils cesseraient leurs fonctions à la date de l'évaluation. Le taux de couverture est proche de 140 %, ce qui montre que les actifs de la Caisse dépassent largement le montant nécessaire pour servir les prestations constituées, sous réserve que la Caisse n'ajuste pas les pensions pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie. Toutefois, si l'on prend en considération le système d'ajustement des pensions, y compris le système de la double filière, le taux de couverture tombe en dessous de 100 %.

De l'avis de l'Actuaire-conseil, le taux de couverture de 140 % calculé en partant de l'hypothèse qu'il est mis fin au régime des pensions montre que la situation financière est bonne, comme on l'avait déjà constaté lors des évaluations antérieures. Le Comité d'actuaire a examiné ces chiffres et a lui aussi conclu que le financement de la Caisse était adéquat et permettrait en principe d'honorer les engagements à court terme et à long terme.

Parmi les nombreux facteurs qui influent sur les évaluations actuarielles, trois d'entre eux – les facteurs démographiques et économiques et les modifications apportées aux prestations – sont particulièrement importants. La Caisse a apporté des changements aux prestations ces 10 dernières années, mais leur incidence à long terme a été jugée insignifiante.

En ce qui concerne les facteurs démographiques, la Caisse a constaté, dans le cadre des examens qu'elle consacre tous les deux ans aux enseignements tirés de l'expérience, un allongement de l'espérance de vie de ses participants et de ce fait une augmentation de ses dépenses. Se fondant sur ces tendances, elle a révisé les tables de mortalité en 2007 et elle a augmenté les coefficients de conversion des prestations en 2009. Ces changements ont eu un effet notable : l'évaluation actuarielle de 2007, qui a fait apparaître une baisse de l'excédent, lequel est passé de 1,29 à 0,49 %, tenait compte d'un coût actuariel estimé à 2,1 % lié à l'utilisation des tables de mortalité révisées. L'évaluation actuarielle de 2009 a mis en évidence un déficit de 0,38 % qui englobait le coût de l'actualisation des coefficients de conversion, soit 0,25 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension.

Dans la pratique, le passage, en 2009, d'une situation excédentaire à une situation déficitaire s'explique principalement par le fait que les rendements des investissements se sont situés en dessous des hypothèses retenues. Comme pour les facteurs démographiques, les évaluations actuarielles se fondent sur des hypothèses à long terme. Ces dernières années, le rendement des investissements s'est situé en deçà de l'objectif de 3,5 % fixé pour le taux de rendement réel à long terme, comme l'illustre le tableau ci-après. Celui-ci établit une comparaison entre le rendement des investissements de la Caisse et l'objectif fixé pour le rendement réel sur la base de données annualisées sur des périodes de un, trois et cinq ans.

Taux de rendement réels annualisés : variations par rapport à l'objectif à long terme de 3,5 %

	<i>1 an</i>	<i>3 ans</i>	<i>5 ans</i>
31 décembre 2009	13,1 %	-4,6 %	-1,0 %
31 décembre 2008	-27,3 %	-5,7 %	-2,1 %

Ce tableau montre aussi l'effet considérable que le taux nominal de rendement négatif de 24,9 % obtenu en 2008 et le taux nominal de rendement positif de 20,3 % obtenu en 2009 ont eu sur les taux annualisés pour les périodes de moins de cinq ans.

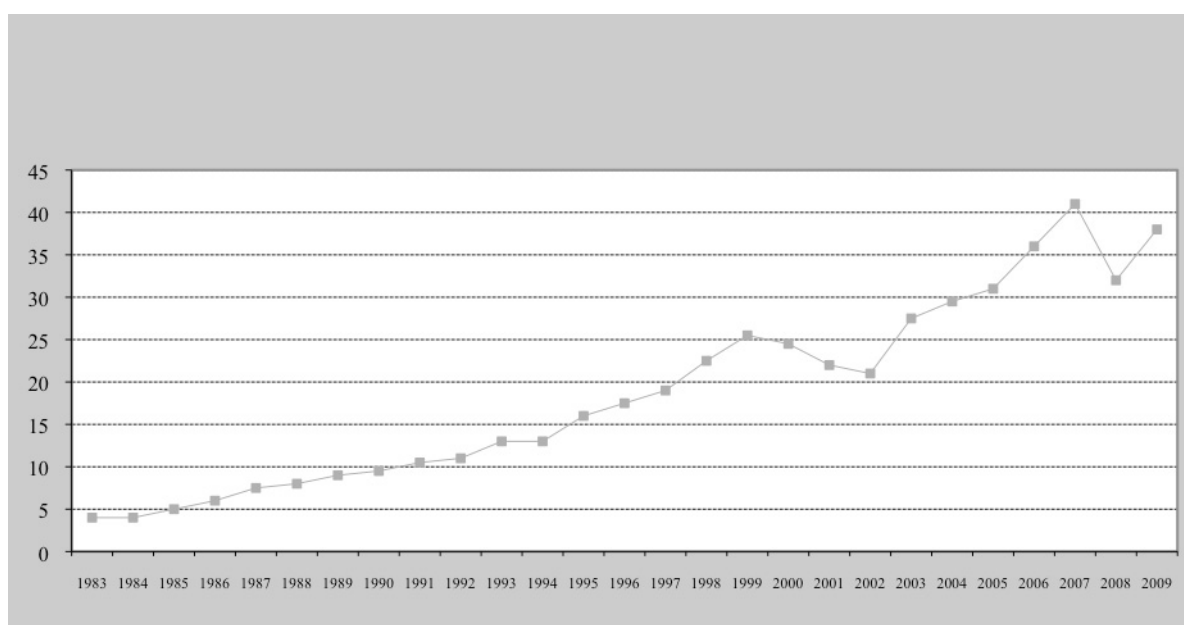
L'examen récent de la situation financière de la Caisse montre que le rendement de ses investissements est extrêmement instable.

2. L'instabilité des investissements de la Caisse représente-t-elle un risque pour celle-ci?

La récente tourmente qui a emporté les marchés financiers mondiaux a eu une incidence indéniable sur la valeur de réalisation du portefeuille de la Caisse. La valeur des actifs de la Caisse a beaucoup chuté en 2008, passant de 41,7 milliards à 31,2 milliards de dollars, et a encore baissé au premier trimestre de 2009 pour s'établir à 26,6 milliards de dollars. Depuis, les marchés se sont redressés et la valeur de réalisation est passée à 37,6 milliards de dollars au 31 décembre 2009. Autrement dit, la valeur des actifs de la Caisse a perdu quelque 10 milliards de dollars en 2008, mais a augmenté de quelque 6 milliards en 2009. Au 30 novembre 2010, elle se situait à environ 39,4 milliards de dollars.

Valeur de réalisation des actifs de la Caisse, du 31 décembre 1983 au 31 décembre 2009

(En milliards de dollars des États-Unis)

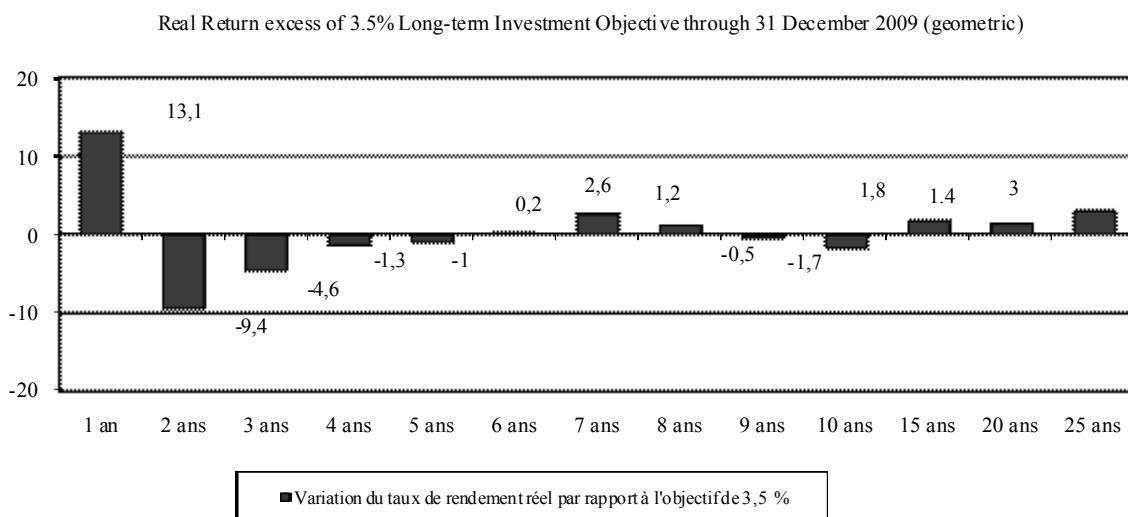


Le diagramme ci-dessus illustre l'évolution de la valeur de réalisation des actifs de la Caisse au 31 décembre de chaque année. L'instabilité des marchés financiers a nui à la situation actuarielle de la Caisse. Toutefois, les effets ont été quelque peu atténués dans l'évaluation actuarielle puisque l'on a appliqué la méthode de la moyenne mobile de la valeur de réalisation sur cinq ans, les mouvements étant limités à l'intérieur d'une fourchette de $\pm 15\%$ autour de la valeur de réalisation, ce qui a permis de lisser les fluctuations enregistrées par les marchés.

Il convient aussi de ne pas perdre de vue les perspectives à long terme de la Caisse, en particulier celles concernant les investissements. Le montant total des cotisations annuelles (1 928 millions de dollars en 2009) couvre généralement le montant des prestations servies (1 917 millions de dollars en 2009) et le dépasse parfois. La Caisse n'a donc ni à puiser dans le revenu de ses investissements ni à vendre des actions, obligations ou biens immobiliers pour financer ses besoins à court terme et elle continue à réinvestir le revenu des placements, qui comprend les intérêts, les dividendes et les revenus tirés de son portefeuille immobilier et de la vente de titres. Il s'agit bien évidemment d'un atout pour un régime de retraite par capitalisation intégrale, à prestations définies, qui arrive petit à petit à maturité, comme la Caisse commune des pensions.

Le diagramme ci-après compare le rendement des investissements à long terme par rapport au taux de rendement réel de 3,5 % fixé par la Caisse pour ses investissements à long terme. Il montre que, malgré l'instabilité à court terme, le rendement est supérieur à l'objectif à long terme.

Taux de rendement réel : variation par rapport à l'objectif à long terme de 3,5 %, jusqu'au 31 décembre 2009 (taux de rendement géométrique)



Pour résumer, l'instabilité des marchés n'a presque aucune conséquence sur les projections à long terme de la Caisse. Toutefois, comme noté par le Comité d'actuaire, il faut que la Caisse veuille à ce que ses placements produisent un taux de rendement réel à long terme de 3,5 % en prenant le moins de risque possible afin d'éviter que ne fluctuent les résultats des futures évaluations actuarielles. Les observations du Comité s'inscrivent dans le contexte

d'un fonds de pensions qui arrive à maturité et dont les résultats des évaluations actuarielles futures seront plus étroitement liés aux rendements des placements.

Je tiens à ajouter que la Caisse entreprendra prochainement une nouvelle étude de la gestion actif-passif, qui constitue une composante majeure de son mécanisme de suivi du rendement de ses placements et de sa politique de gestion du risque. Les résultats permettront de veiller à la solvabilité à long terme de la Caisse et aideront la Division de la gestion des investissements de la Caisse et le Secrétaire général, qui a la responsabilité fiduciaire du placement des actifs de la Caisse, à prendre les décisions relatives aux stratégies optimales de répartition à long terme des actifs et de couverture du risque de change afférent aux placements. Les résultats et les recommandations issus de l'étude devraient être prêts au printemps 2011.



L'ESPRIT DE GENÈVE

Dans son article sur « AAFI-AFICS fête ses 70 ans » notre ami Aamir Ali se réfère au triomphe de *L'Esprit de Genève* dans le sens d'un esprit de conciliation et de compromis constructif concernant les relations entre l'AAFI-AFICS et les associations d'anciens fonctionnaires d'organisations telles que le BIT, l'OMS et autres agences des Nations Unies.

Dans un article paru dans le *Refugee Survey Quarterly* (2007, Vol. 26, Issue 4) du HCR, le professeur P. H. Dembinski et le journaliste M. Farroh attribuent le terme « L'esprit de Genève » à l'écrivain suisse Robert de Traz, qui a publié un livre avec ce titre en 1929. Cette parution a donc eu lieu après la première guerre mondiale, à la suite de la création de la Société des Nations (SDN) en 1919 (et de l'OIT) qui a suscité alors une foi et une espérance dont peu d'organisations ont bénéficié par la suite.

Installée à Genève, grâce au Président Woodrow Wilson, la SDN incarnait les espoirs, malheureusement utopiques, de mettre fin aux guerres, en soumettant les relations internationales à un ensemble de règles juridiques propres à limiter, sinon à abolir le recours à la violence entre les Etats souverains : une nouvelle religion de la paix par le Droit. Le mouvement de soutien à la SDN a connu ses plus notables succès en Grande-Bretagne, et a reçu en France l'adhésion d'une élite politique et intellectuelle, dont Aristide Briand et René Cassin.

Pour de Traz, l'esprit de Genève s'inspirait de la légitimité démocratique et de la légitimité prophétique ancrée dans une loi morale universelle. Du christianisme, l'esprit de Genève retient l'aspiration à l'universalité, du protestantisme, une individualisation de la morale.

Si l'esprit de Genève est presque oublié, la Genève internationale, siège de l'Office européen des Nations Unies, des organisations de la Croix-Rouge internationale et de nombreuses institutions spécialisées des Nations Unies, est devenue la capitale mondiale de la « soft governance », c'est-à-dire de la coopération internationale volontaire dans les domaines sociaux, économiques et surtout humanitaires, avec la présence et le soutien des ONGs, en contraste avec la *realpolitik* du siège politique de l'ONU à New York. On est passé de l'utopie pacifiste des années 1920 et 1930 à une conception plus réaliste du potentiel et des limites de l'internationalisme.

En 2004, une association appelée « L'Esprit de Genève » a été créée pour redynamiser l'image de Genève et la relation entre la société civile et Genève. L'association regroupe des membres des milieux économiques, associatifs, politiques et administratifs.

Sans rapport avec cette association, mais également créé en 2004, un groupe de vignerons genevois a produit un vin rouge appelé « L'Esprit de Genève », devant illustrer « l'ouverture, la spiritualité, l'humanisme, la diversité, l'innovation et la qualité ».

Yves BEIGBEDER



VOUS REPRENDREZ BIEN UN PEU DE FROMAGE...

Vous avez sans doute remarqué que, dès qu'on veut approfondir un sujet d'intérêt, on se rend compte qu'une foule d'informations sont disponibles sur la toile.

C'est ce qui m'est arrivé récemment en m'insurgeant, une fois n'est pas coutume, contre un entrefilet dans un article sur le Cambodge qui annonçait le retrait du Patrimoine de l'UNESCO du site ANGKOR. En fait le site est simplement sorti de la liste du patrimoine en péril même si, sur place, les guides nous parlent des dégradations multiples opérées par les pilliers.

J'ai fait une première recherche et découvert qu'en fait, et à ma grande surprise il y avait 911 sites et. parmi eux, des lieux insolites. C'est à se demander si simplement on continue d'inscrire de nouveaux sites pour faire avancer le véloSi j'applaudis des deux mains en trouvant dans la liste la Vallée de Mai, aux Seychelles, je reste un peu perplexe devant la mention du vignoble de Lavaux, en Suisse : c'est sûrement une bonne méthode pour limiter le grignotage lié à l'expansion de Lausanne mais pourquoi pas celui de Montmartre en plein Paris ?

Et puis voilà, au hasard d'un zapping un soir de grand désert de programmation de notre compagne de solitude la fée télévision, je découvre que la gastronomie française est entrée au patrimoine culturel immatériel de l'Humanité... sur décision de l'UNESCO. Ca c'est une première...qui compense le fait que la France est descendue au 14^{ème} rang du classement de l'indice de bien-être du PNUD.

Juste un petit rappel. La «liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité» a été instituée par une Convention signée en 2003. Ratifiée à ce jour par 132 pays, elle vise à protéger les cultures et traditions populaires. Et ce au même titre que les sites et les monuments, qui ont fait l'objet d'une précédente convention en 1972. «La cuisine, c'est de la culture». Mais une bonne grosse entrecôte, ça n'a rien d'immatériel que je sache.

L'Italie a, quant à elle, d'ores et déjà contesté la volonté de la France de devenir le premier pays à voir sa gastronomie inscrite au patrimoine de l'Unesco. Les agriculteurs italiens produiraient plus de spécialités culinaires que leurs homologues français. L'Union Européenne reconnaît en effet 166 spécialités italiennes contre 156 pour la France.

Choc des réactions... analyse tout y passe et finalement c'est plutôt bien que la France soit pour une fois récompensée. Nous étions tellement habitués à être perçus comme hautains et à perdre

les opportunités de redorer le blason de la France. Pour la petite histoire, le refus de Paris pour organiser les Jeux Olympiques de 2012 a été analysé comme le refus d'un dossier trop arrogant....

Mais est-ce à dire que la gastronomie française est en péril. Je suis parfois tentée de le croire en regardant les émissions qui glorifient la plupart du temps exclusivement le savoir-faire des cuisiniers hors des frontières françaises.

Et pourtant, Brillat-Savarin, Paul Bocuse et tant d'autres ont amené la cuisine française à un rôle de référence, exportant le savoir-faire et l'innovation.

Une multitude d'ouvrages y font référence (Comment les chefs français ont diffusé la haute cuisine dans le monde au XIXe siècle (**Amy B. TRUBEK**)) dont certains montrent aussi que la gastronomie a été un temps utilisée de façon bien colonialiste si j'ose dire (Du discours gastronomique comme « propagande nationale » : Le Club des Cent 1912-1930 (**Julia Csergo**)).

Mais revenons à cette émission.

J'y ai découvert que le dossier a été difficile et qu'il a fallu, pour le faire accepter, en faire un concept pour rester en ligne avec le politiquement correct qui régit toute chose, du poids de la baguette de pain, du calibre d'un abricot à la durée de gestation d'un enfant au jour près.

Et la gastronomie a été cadrée comme entrée, plat, fromage et dessert. Mais vous, qui allez parfois dans les restaurant étoilés qui se réclament de la gastronomie, avez sans doute remarqué que ces mots ont disparu ainsi que les menus pour laisser la place aux amuse-bouches et aux déclinaisons de toute sorte.

Alors, cette distinction, en retard d'un train ?

Au moins pour une fois le débat ne s'est pas cristallisé sur le problème des banlieues, de la grogne des français ou les bévues des hommes politiques.

Enfin en parlant de grogne, si on regarde les blogs, cette décision est loin d'être saluée de façon positive. A quand la prochaine grève pour dénoncer ce diktat de l'UNESCO sur la façon de manger à la française.

Ouf une soirée sauvée ! Du coup je me suis servi un petit Beaujolais nouveau si typique de cette gastronomie française en péril... et j'en ai profité avec modération.

Si vous voulez aller plus loin, je vous recommande les sites suivants :

<http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001883/188329f.pdf> qui répertorie le patrimoine culturel nécessitant une sauvegarde urgente

<http://www.deroutes.com/AV6/pigna6.htm> qui fait un parallèle avec l'inscription au patrimoine culturel immatériel et une nouvelle approche du tourisme

http://www.chine-informations.com/actualite/elements-chinois-sur-la-liste-representative-du-patrimoine_15003.html pour mieux comprendre ce fameux concept « immatériel

Odette FODRAL

JOURNEE INTERNATIONALE DES PERSONNES AGEES

Une vie plus longue pour les personnes âgées : les Nations Unies progressent-elles sur ce terrain ?

Pour marquer la 20^{ème} Journée internationale des Nations Unies pour les personnes âgées (1^{er} octobre 2010), le Comité ONU/ONG pour le Développement, le Réseau international sur le vieillissement, de Genève (GINA) et l'Association des anciens fonctionnaires internationaux (AAFI-AFICS) ont réuni un groupe d'éminentes personnalités et de représentants d'organisations non-gouvernementales aux Nations Unies à Genève afin de faire le point sur ce qui a été réalisé en faveur des personnes âgées.

Parmi les participants, on notait la présence de S.E. Mme Maria Nazareth Farani Azevêdo, Ambassadeur, Représentant permanent du Brésil aux Nations Unies, Alanna Armitage, Directeur au FNUAP à Genève, Stefanie Bluth, Unité de la Population de la CEE des Nations Unies, Dr Mariangela Simao, chef du service de la prévention de la vulnérabilité et des Droits à ONUSIDA, Prof. Krishna Ahooja-Patel, président du Comité des ONG pour le Développement, Dr Astrid Stuckelberger, de la Society for Psychological Study of Social Issues (SPSSI), présidente du Comité des ONG sur le vieillissement et présidente du Réseau international sur le vieillissement, de Genève (GINA)

Dans une intervention particulièrement stimulante, le Dr Astrid Stuckelberger a présenté un état de l'importance de la population âgée dans le monde entier et suggéré aux participants de présenter leur évaluation de ce que les Nations Unies avaient entrepris pour faire face au problème du vieillissement

Voici son intervention.

Importance, dans le monde entier, du vieillissement de la population : les faits

Dans son message à l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées en 2010, le Secrétaire général des Nations Unies a rappelé que l'on s'attend à ce que le nombre total de personnes âgées dans le monde atteigne deux milliards en 2050, ce qui représentera un changement appréciable de la composition démographique de la planète.

M. Ban Ki-moon a fait observer que les Nations Unies ont longuement combattu pour les droits et le bien-être des personnes âgées et pour qu'elle aient la possibilité de faire entendre leur voix.

Au cours des dernières années, la population mondiale a poursuivi sa remarquable transition de taux de haute natalité et de haute mortalité vers des taux de faible natalité et de faible mortalité. Il en est résulté, dans toutes les régions du monde, une croissance simultanée du nombre de personnes âgées et de leur pourcentage de la population. Jamais, dans l'histoire des civilisations on n'avait observé un mouvement aussi rapide, important et universel.

Le dernier rapport des Nations Unies laisse prévoir que cette révolution démographique actuelle, se poursuivra dans les siècles à venir.

Elle présentera les caractéristiques suivantes :

Une personne sur dix a aujourd'hui 60 ans et plus. En 2050, cette proportion passera à une sur cinq. Dans certains pays développés elle est déjà aujourd'hui de une sur quatre. Dans la première partie du 21^{ème} siècle, elle sera proche de une sur deux dans certains pays.

La population la plus âgée elle-même vieillit : les plus vieilles personnes (80 ans et plus) sont celles dont le nombre augmente le plus rapidement parmi les personnes âgées. Elles représentent 13 pour cent des plus de 60 ans et passeront à 20 pour cent en 2050.

Centenaires : le nombre de centenaires (100 ans et plus) sera multiplié par 14, passant d'environ 265.000 en 2005 à 3,7 millions en 2050.

Femmes : La majorité des personnes âgées (55 pour cent) sont des femmes. Parmi les personnes les plus âgées, 64 pour cent sont des femmes.

Période d'ajustement : Comme le rythme du vieillissement est plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés, on disposera de moins de temps pour adapter les structures et les mécanismes aux conséquences du vieillissement de la population.

Urbanisation : Environ 50 pour cent de la population âgée dans le monde vit dans les zones urbaines. Il y a trente ans, elle n'était que de 40 pour cent. En moyenne, environ 70 pour cent des personnes âgées dans les pays les plus développés et seulement 38 pour cent dans les pays les moins développés sont des habitants des villes.

Au cours du dernier demi-siècle, 20 années furent ajoutées à la durée moyenne de la vie, relevant l'espérance de vie à son niveau moyen actuel de 66 ans. Il y a de grandes différences entre les pays : elles reflètent une mortalité élevée dans la population active. Dans les pays les moins développés, les hommes qui parviennent à l'âge de 60 ans peuvent espérer vivre encore 15 années, les femmes encore 17 ; tandis que dans les régions les plus développées, les hommes peuvent espérer vivre encore 19 ans et les femmes 23 ans.

Rapport actifs – personnes âgées non actives. Le nombre des personnes en âge de travailler (15-64 ans) par rapport à celui des personnes âgées non-actives (65 ans et plus) est utilisé comme un indicateur du 'poids de la dépendance' sur la population qui travaille. Entre 2005 et 2050, ce rapport doublera presque dans les régions les plus développées et triplera presque dans les moins développées. On peut penser que l'impact socio-économique de ce phénomène sur la société se conjuguera avec la crise mondiale.

Les faits rappelés ci-dessus montrent l'importance d'une population vieillissante dans le contexte mondial ; et pourtant les Nations Unies n'ont pas encore ajusté les aspects structurels et économiques de leurs investissements d'une façon adaptée au problème du vieillissement. Il suffit de poser quelques questions pertinentes et d'y répondre, preuves à l'appui.

Sur les problèmes du vieillissement où en sont les Nations Unies, du point de vue organisationnel et budgétaire ?

Malgré les preuves que nous avons de la montée des défis, du point de vue démographique, social et économique, que pose le phénomène du vieillissement dans le monde, les Nations Unies n'ont pas encore tenu compte, sur le plan interne, de leur impact budgétaire et organisationnel.

Combien de personnes dirigent-elles une unité exclusivement consacrée à temps plein aux questions du vieillissement ?

Une étude attentive montre que, dans l'ensemble du système des Nations Unies, il n'existe que deux fonctionnaires professionnels titulaires d'un poste consacré au traitement de ces questions,

appuyés par un tout petit nombre de collaborateurs et un budget très modeste : Rosemary Lane, 'focal point' pour les questions du vieillissement au Département des Affaires Economiques et sociales (DESA) de l'ONU à New York et John Beard, chef du Programme sur le vieillissement et la santé à l'Organisation mondiale de la santé à Genève.

Ce nombre a-t-il augmenté depuis l'Assemblée des Nations Unies sur le vieillissement à Vienne en 1982 et à Madrid en 2002 ?

Non, Il a même diminué. C'est ainsi que le BIT avait un 'focal point' sur le vieillissement : ce poste a été supprimé il y a quelques années. La création d'un 'focal point' sur le vieillissement auprès du Haut Commissaire aux droits de l'homme est à l'étude.

Existe-t-il des publications sur les questions du vieillissement, produites en dehors des deux petites structures indiquées ci-dessus ?

Oui, en général les unités compétentes en matière de population, soit au DESA, à la CEE des Nations Unies ou au FNUAP ont publié un certain nombre de rapports sur la population vieillissante ou des études sur les aspects des relations inter-génération. Des documents *ad hoc* ont été également préparés en commun par différentes unités, tels que le rapport sur les personnes âgées dans les situations d'urgence en 2008.

Des groupes de travail ou des Comités inter-organisations travaillent-ils sur ces questions ?

Jusqu'à ces derniers mois le groupe de travail CEE-ONU sur le vieillissement était le seul groupe existant à se réunir une fois par an depuis trois ans. Des Etats membres de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU/UNECE) se sont joints au groupe, donnant ainsi un nouvel élan à la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et à sa Stratégie régionale.

Toutefois, un nouveau groupe de travail à composition non limitée sur les droits des personnes âgées vient juste d'être créé. Le 16 novembre 2010, la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution sur le vieillissement (A/C.3/65/L.8/rev.1) par laquelle l'Assemblée générale « décide de créer un groupe de travail à composition non-limitée, ouvert à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, pour mieux protéger les droits fondamentaux des personnes âgées en examinant le cadre international qui régit ces droits afin d'y déceler d'éventuelles lacunes et de trouver les moyens de les combler, notamment en étudiant, le cas échéant, la possibilité de mettre en œuvre d'autres instruments et d'autres mesures.»

La question du vieillissement a-t-elle une place spéciale dans les documents des nations Unies ?

Il est clair que non ! Tout se passe comme si la vie s'arrêtait avec la retraite et que les adultes demeuraient des adultes jusqu'à leur mort, qu'ils aient 30, 50, 80 ou 100 ans. Les efforts faits par les ONG dans deux fortes déclarations au Conseil des droits de l'homme à Genève, l'une en 2006 (sur les droits des personnes âgées, signée de 24 ONG) et en 2009 (sur les droits des femmes âgées, signée de 34 ONG), commencent à donner des résultats tout à fait appréciables. Des progrès commencent à être perceptibles au Conseil des droits de l'homme dans le cadre de la Convention sur l'élimination des discriminations envers les femmes.

Constate-t-on des progrès dans le domaine des résolutions ou dans celui des Droits de l'homme et la protection des personnes âgées ?

Les nombreux efforts et le travail de pression des ONG entrepris à Genève pour faire avancer la cause des Droits des personnes âgées semblent enfin porter leurs fruits. Tout cela a commencé en 1999 avec l'Année internationale des personnes âgées (une brochure fut alors publiée sur les Droits des personnes âgées), suivie par le rapport d'un groupe sur les Droits de l'homme dans le grand âge ; Puis vinrent nos déclarations officielles au Conseil des droits de l'homme en 2006 (sur les droits des personnes âgées) et en 2009 (sur les droits des femmes âgées) et l'engagement de toutes les ONG à Genève, Vienne et New York. Tout ceci est la preuve que le dévouement des ONG à la cause du vieillissement finit par avoir des résultats convaincants, si l'on en juge par les progrès significatifs obtenus cette année qui nous donnent l'espoir que la cause des personnes âgées fait son chemin aux Nations Unies.

i) Nouvelle recommandation sur les droits des femmes âgées dans la Convention sur l'élimination des discriminations envers les femmes (CEDEF/CEDAW) Le Comité CEDAW a adopté le 19 octobre 2010 la Recommandation générale n° 27 sur les femmes âgées et la protection de leurs droits humains.

(voir : <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/CEDAW-C-2010-47-GC1.pdf>)

ii) Personnes âgées et protection sociale – Rapport 2010 de l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté.

Ce rapport traite du rôle que les systèmes de protection sociale jouent dans la réduction de l'extrême pauvreté et contribuent à la concrétisation des droits de l'homme des personnes âgées.

Il met notamment en lumière la pertinence des pensions à caractère social. L'expert appelle les Etats à reconnaître que les pensions à caractère social sont des éléments essentiels pour la réalisation progressive des droits des personnes âgées en matière de sécurité sociale. Le rapport présente des recommandations pour faire en sorte que les pensions qui ne proviennent pas de contributions respectent les droits de l'homme fondamentaux. Finalement il aborde le rôle de l'aide et de la coopération internationale dans le domaine de la sécurité sociale.

Afin de réunir les données nécessaires à la préparation de son rapport, l'expert indépendant a envoyé aux gouvernements un questionnaire leur demandant des informations sur les pensions sociales prévues dans leur pays pour les personnes âgées.

Le questionnaire aborde les questions suivantes : (i) cadre juridique et institutionnel ; (ii) coût et couverture des plans ; (iii) procédures d'application ; (iv) mécanismes de contrôle et procédures de réclamation ; (v) études et évaluation. On peut lire les réponses des gouvernements dans :

<http://www.ohchr.org/EN/Issues/Poverty/Pages/OlderPersons.aspx>

iii) Conseil des droits de l'homme, 4^{ème} session du Comité consultatif (25-29 janvier 2010) et document de travail préparé par Mme Chinsung Chung, membre du Comité, sur la nécessité d'une approche fondée sur les droits de l'homme et d'un mécanisme des Nations Unies efficace pour les droits de l'homme des personnes âgées. Le Dr Chung attend l'approbation du Conseil des droits de l'homme pour aller de l'avant dans la préparation d'un rapport et de recommandations.

(Voir :

<http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/advisorycommittee/session4/documentation.htm>)

Conclusion : Alors que la population âgée s'accroît jour après jour, le Système des Nations Unies a besoin de faire face à la réalité et d'intégrer systématiquement la question du vieillissement dans sa structure interne, son budget, ses documents, son 'vocabulaire'. On peut même imaginer qu'il soit nécessaire de former des experts compétents dans d'autres domaines, à la dimension du problème du vieillissement afin qu'ils en tiennent compte dans leurs autres travaux. Ceux qui travaillent dans ce domaine depuis des années, pensent qu'il est absurde de ne pas tenir compte des groupes plus âgés, mais on doit admettre qu'il puisse ne pas en être de même pour les spécialistes des femmes, des enfants et d'autres sujets encore. Tout se passe comme si la vie s'arrêtait à l'âge du fonctionnaire des Nations Unies en cours de carrière et s'inscrivait dans l'ordre du jour des Nations Unies sans même une mention de la période de la vieillesse. Nous pouvons même dire que ce n'est pas l'état de vieillesse qui doit faire l'objet d'études, mais les réseaux et les infrastructures qui l'accompagnent, aujourd'hui existants ou qui doivent être créés : les personnes âgées ne vivent pas sur une île ; elles vivent au sein d'une communauté avec d'autres parents et grands-parents âgés et d'autres êtres vivants. C'est ainsi que la pauvreté n'est pas l'affaire d'une génération mais un phénomène trans-générationnel, touchant la cellule familiale, parfois sur plusieurs générations. Pour mettre un terme au cycle de la pauvreté, de la violence, des mauvais traitements et autres problèmes qui reviennent sans cesse à l'ordre du jour des Nations Unies, il est impossible, sous peine d'échec, d'occulter les questions concernant les personnes âgées. Echéec, car s'intéresser uniquement à une partie de la population et ignorer les quelque 15 à 30 pour cent de celle-ci qui vivront en 2020, équivaldrait à amorcer une bombe à retardement économique pour la société et le développement durable.

Astrid Stuckelberger

COMMENT ADAPTER VOTRE DOMICILE AU GRAND ÂGE

L'AAFI-AFICS envisage la mise sur pied d'un autre séminaire d'information, en 2012, dont le thème central serait « *Vieillir chez soi* ». Pour commencer nous avons conduit quelques recherches au sein des sources à notre disposition et nous accueillerions volontiers toutes suggestions de nos lecteurs possédant expérience et connaissances dans ce domaine.

Nos collègues et amis de la *Plate-forme des Aînés* de Genève ont un matériel abondant sur la question. Nous avons néanmoins pensé introduire le sujet dans nos colonnes en nous reportant à un récent rapport issu à l'initiative du " *MetLife Mature Market Institute* ". Il est intitulé : « *Vieillir sur place 2.0, repenser les réponses aux défis posés par l'environnement domestique, septembre 2010* » (*Aging in Place 2.0, Rethinking Solutions to the Home Care Challenge, September 2010*) et qui a été préparé à partir de données réunies par un consultant spécialisé en la matière. Ce rapport répète des choses déjà bien acquises : plus nombreux sont ceux d'entre nous qui vivons plus longtemps ; il y a bien plus de chances que nous ayons besoin, en fin de vie, de plus de soutien et pendant plus longtemps ; de tels soins sont très onéreux, si tant est qu'ils soient disponibles ; le nombre croissant de seniors va accroître les besoins en maisons de retraite.

Demeurer chez soi et y recevoir les soins nécessaires est de plus en plus considéré comme la solution de choix pour assumer sa condition de retraité. Elle revient moins chère que le séjour en institution et peut en même temps se révéler plus satisfaisante aux yeux des intéressés.

A cette fin, le rapport souligne trois domaines où des améliorations sont requises pour que les gens soient confortés dans leur désir de demeurer chez eux.

En premier lieu, les ressources existantes des services médicaux, sociaux, communautaires devraient être unifiées en un réseau coordonné capable de fournir et d'adapter pour chacun les divers services répondant aux besoins qui évoluent avec l'avancée en âge. Un tel réseau non seulement rehausserait la qualité des services mais, s'il est correctement réalisé, réduirait les coûts. Ensuite, le logis favorable au maintien à domicile doit être technologiquement équipé. Il doit présenter des moyens de détection et de communication à distance, des systèmes interactifs de dépistage et de diagnostic médicaux et un accès en ligne à l'aide communautaire et aux activités sociales (une téléalarme serait un bon début).

Puis, il faut qu'un tel domicile adapté à l'âge utilise ce qu'on nomme les « principes universels du *design* ». Sans un bon environnement pratique, tous les services coordonnés et technologies interactives du monde ne sauraient donner un bon résultat. Heureusement, l'adaptation de votre « *home* » à votre condition future est quelque chose que vous pouvez commencer dès maintenant. Et cela n'implique pas des dépenses somptuaires.

Le rapport met en exergue trois modifications prioritaires. La première priorité, qui devrait coûter autour de 1000 francs suisses (€ :750 / \$: 1000), est de prévenir les chutes. Six modifications spécifiques sont mises en avant : supprimer les carpettes élimées, spécialement dans la salle de bains ou aux toilettes, y installer des barres d'appui et des poignées ; fixer des mains courantes de part et d'autre au niveau des escaliers ; assurer un bon éclairage et des interrupteurs bien situés spécialement au niveau des escaliers, des vestibules, des couloirs ; bien fixer les tapis des escaliers, voire les enlever ; prévoir des veilleuses pour circuler la nuit.

La seconde priorité consiste à rendre le domicile plus facile d'accès et de pouvoir s'y mouvoir plus aisément. Cela peut coûter entre 5.000 et 30.000 CHF (3.750 à 22.500 €), ajoute MetLife. Dans ce cadre, l'objectif est de supprimer les différences de niveau entre les pièces, les marches entre l'entrée et la maison elle-même. Ceci n'est pas requis seulement pour une éventuelle chaise roulante mais aussi pour réduire le risque de trébucher chez les plus âgés s'il leur faut enjamber un obstacle. Les modifications évidentes les moins coûteuses sont de reconsidérer les emplacements des meubles de telle sorte que les gens puissent circuler facilement à travers leur logement : ce qui est particulièrement important pour l'accès aux chambres à coucher, aux toilettes et salles de bains.

Enfin, note ce rapport, viennent les changements les plus onéreux, ceux qui portent sur les installations de salles de bains et de cuisine. Ils impliquent une douche sans marchepied, voire un dispositif motorisé pour accéder à la baignoire, D'autres améliorations incluent un espace pour s'asseoir au bain, un élargissement de l'espace autour des toilettes afin qu'en cas de besoin une personne soit à même de porter assistance.

A la cuisine une attention particulière est à porter à l'abaissement du niveau des plans de travail et de rangement de telle sorte que les gens en chaise roulante et les plus âgés puissent préparer les repas et accéder aisément à la nourriture, à la vaisselle, aux ustensiles. Si vous envisagez de passer une bonne partie du temps à l'extérieur, l'installation de protections contre le soleil et la pluie est suggérée.

Si l'on s'en tient à des objectifs plus modestes, le rapport souligne cependant qu'un investissement de 10.000 \$ (CHF : 10.000 / € : 7.500), par exemple, pour apporter les

modifications de structure de base, est financièrement raisonnable, comparé aux coûts d'entretien dans une institution.

Référence : Aging in Place 2.0, Rethinking Solutions to the Home Care Challenge, September 2010.

Disponible auprès de " The MetLife Mature Market Institute" - www.MatureMarketInstitute.com

Roger EGGLESTON



PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS

ULTRA MODERNISATION

Il y a quelques années, je me suis fait la promesse de ne plus jamais écrire sur les ordinateurs. Ils étaient partis pour durer, ils faisaient partie du décor et, comme bien d'autres objets tels que les voitures, les téléphones, les machines à laver et les anoraks, ils étaient devenus indispensables. Comme nous nous en rendons compte chaque fois qu'ils tombent en panne, nous ne pouvons même plus vivre sans. (Parfois, je me demande si nous pouvons vivre avec) . Je suis une personne réaliste et j'accepte les choses de la vie sans râler, ronchonner, ruminer ou rouspéter le moins du monde.

Mais de telles promesses ont des limites et celles que je me fis naguère sont sûrement devenues obsolètes. Au moins autant que l'est devenu mon ordinateur bien qu'il n'ait que le vingtième de mon âge.

Je vais vous dire comment tout est arrivé. Il y a quelques semaines mon fils qui nous rendait visite voulut voir quelque chose sur Internet. Il s'assit devant mon ordinateur et commença à pianoter. *Bon sang ! s'écria-t-il, qu'est-ce qu'il peut être lent ! Depuis quand as-tu cette bécane ?*

Tu devrais le savoir, répliquai-je. C'est toi qui l'as installé. Environ cinq ans.

Cinq ans ! Il faut absolument faire quelque chose ! Je vais te trouver un nouveau modem.

C'est quoi un modem ? pensai-je. Une nouvelle forme du mot moderne ? Ou un mot dont l'orthographe est adaptée à l'ère du SMS ? Ou encore cela a-t-il quelque chose à voir avec la mode ? Armani, Gucci, Dior et les autres ? Bien évidemment, je m'abstins de poser la question.

Je commençai alors à recevoir de mystérieux messages de Swisscom. Mon fils me mit en garde : *N'y touche surtout pas, je m'en occuperai.* Ces messages s'insérèrent dans mon quota journalier de courriels palpitants m'affirmant que je pouvais m'adonner au jeu sans avoir besoin d'aller à Las Vegas ; ou me demandant si je voulais bien me charger d'un investissement de 100 millions de

dollars pour le compte d'une pauvre veuve, ancienne épouse d'un président, ou de l'épouse d'un ancien président. D'un pays pauvre.

Le jour suivant mon fils revint, une grande boîte sous le bras et un grand sourire aux lèvres. Il ouvrit la boîte (elle ne semblait pas dangereuse) et disparut sous mon bureau où sommeille un enchevêtrement de fils électriques, semblable à un nid de reptiles de mon pays natal. Après une heure de cohabitation avec les serpents, il m'annonça que, bien entendu, le nouveau modem n'était pas compatible avec mon équipement vétuste (!) ; il allait lui falloir demander à Swisscom de procéder à certains ajustements. En attendant, je pouvais continuer à me servir de mon vieux matériel ; pas de problème (qu'y disait).

Je reçus de nouveaux mystérieux messages de Swisscom et une nouvelle visite de mon fils. Nouvelle plongée dans la grotte aux serpents. *J'ai encore quelques petits détails à régler*, m'annonça-t-il, *mais tu peux commencer à t'en servir ; pas de problème. Pas de problème ...* (qu'y disait).

Le matin suivant, je m'installai devant mon ordinateur rajeuni, ou devant le modem comme on voudra. Et j'eus l'idée d'envoyer un courriel à mon fils. Je voulais lui dire que la nouvelle mode, ou modem, n'avait plus de secret pour moi. Bon, normalement lorsque vous commencez à taper une adresse familière, la machine se hâte de la compléter pour vous. Là, rien de tel. Silence radio. J'appuyai sur diverses touches mais rien ne se passa. Je me souvins alors du 'carnet d'adresses' et me hâtai de l'ouvrir. Plus une seule adresse !

Dès le départ je me trouvai désarçonné. Normalement, lorsque j'ouvrais mon ordinateur, apparaissait un fond d'écran de feuillages d'automne et une série d'icônes en bas à gauche. A présent, j'obtenais une image d'hirondelles (*Hirundo rustica*) perchées sur un fil téléphonique. (A propos, vous savez sûrement que les fils téléphoniques sont appelés à disparaître car nous allons tous être équipés de téléphones cellulaires ; moi-même, j'ai bien l'intention de me servir de celui que mon fils m'a donné). Quoiqu'il en soit, les hirondelles s'apprêtent en ce moment à franchir des milliers de kilomètres pour rejoindre le sud de l'Afrique. Au fait, utilisent-elles des ordinateurs pour se guider ?

Il est temps, pensai-je, de faire preuve d'une grande force de caractère. Je n'avais plus qu'à me retrousser les manches et à retaper la quantité d'adresses qui avaient disparues. A commencer par celle de mon fils : la voix du sang parle toujours plus fort, après tout ! Voyons, quelle est déjà son adresse électronique ? Je vais lui envoyer un courriel pour lui demander de me l'envoyer. Euh ... comment faire ? Bon, je vais lui téléphoner, mais quelle façon surannée de procéder.

Ah Seigneur ! gémit-il. Ne sois pas bête. Tes adresses sont intactes et je les mettrai dans le nouveau modem la prochaine fois que je viendrai. C'est l'affaire de deux minutes.

En attendant, bien sûr, je pouvais téléphoner ... Eh bien non, croyez-moi ou pas, je ne pouvais plus téléphoner. Nous avons trois téléphones à la maison ; deux, en fait : un dans le bureau et un dans le salon. Il y en a bien encore un - rouge comme celui du président des Etats Unis - qui a survécu à la dernière vague de modernisation : incroyable le nombre de fois où nous devons faire appel à lui. Qu'était-il arrivé ? Je n'en sais rien, mais les deux "nouveaux" téléphones (ils ont bien plus de boutons que l'ancien) avaient en douce choisi ce moment précis pour tomber en panne. Oui, je crois bien que ces machines modernes appartiennent à une espèce douée de raison - de raison vacharde - et choisissent toujours le pire moment pour vous lâcher.

Bon, me dis-je, il me reste mon portable pour me soutenir en ces temps difficiles. Du moins le pensais-je.

Et dites-moi maintenant pourquoi mon portable ne marchait pas non plus ? Je l'avais pourtant manipulé dans les règles de l'art et puis rien ...

Lorsque mon fils arriva il résolut rapidement ce mystère. *Tu ne l'as pas allumé*, soupira-t-il. *Mais je ne l'ai jamais éteint, pourquoi aurais-je besoin de l'allumer ?* Ma question était parfaitement pertinente.

Nouveau soupir.

Dans l'intervalle nous avons enregistré un nouveau petit incident. Il faut vous dire que, dans notre immeuble, nous avons un système de sécurité à faire honte à Fort Knox et à Sing-Sing. Quand un visiteur se présente, il - ou elle selon le cas - doit presser mon bouton de sonnette depuis le rez-de-chaussée. Mon téléphone sonne, je réponds, je presse à mon tour la touche zéro de mon téléphone et, hop, la porte annonce au/à la visiteur/teuse ou au/la livreur/vreuse - selon le cas : *Entrez maintenant !*

Là-dessus se présenta un livreur. Mon téléphone rouge (le seul qui fonctionnait) se mit à sonner, mais cette antiquité ignorait le système de la touche zéro pour ouvrir la porte. Elle obéissait à un ordre différent. *Ecoutez*, dis-je à mon visiteur impatient et perplexe, *je descends et je vous ouvre. Attendez-moi un instant.*

Je me précipitai en bas pour ouvrir la porte et accueillir le livreur (en fin de compte, ce n'était pas une livreuse). Malheur, la porte se referma derrière moi. Dans ma hâte, je n'avais pas pensé à prendre mes clés. Nous étions tous deux enfermés dehors.

La seule chose à faire était qu'arrive un nouveau résident de l'immeuble afin que nous puissions entrer avec lui. C'est ce que nous fîmes.

A partir de là, l'étape suivante était d'acheter de nouveaux téléphones... Mais je m'aperçois que j'ai dépassé mon temps de parole. Il va vous falloir attendre le prochain épisode.

Aamir ALI



NOUVELLES DES ORGANISATIONS

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

L'OMS engage tous les pays à renforcer le financement de la santé

22 NOVEMBRE 2010 | BERLIN | GENÈVE -- Partout dans le monde, les gouvernements bataillent pour financer les soins de santé. Du fait du vieillissement de la population, de plus en plus de gens souffrent de maladies chroniques et, avec l'apparition de nouveaux traitements plus chers, les coûts de la santé flambent.

Même dans les pays où les services de santé étaient traditionnellement accessibles et d'un coût abordable, les mécanismes de financement ont de plus en plus de mal à faire face aux besoins. Et, dans les pays où le financement de la santé est en grande partie assuré par la facturation des soins aux usagers eux-mêmes, les frais de santé acculent chaque année 100 millions de personnes à la pauvreté.

Le *Rapport sur la santé dans le monde, 2010* donne aux gouvernements des conseils pratiques sur la manière de financer les soins de santé. Sur la base de données collectées dans le monde entier, il montre comment tous les pays riches et pauvres peuvent ajuster leurs mécanismes de financement de la santé pour permettre à davantage de gens d'accéder aux soins de santé dont ils ont besoin. Il encourage la communauté internationale à appuyer les efforts déployés par les pays à revenu faible et intermédiaire pour accroître la couverture sanitaire de leur population.

«Nul ne devrait être acculé à la ruine pour se procurer les soins de santé dont il a besoin», a déclaré le Dr Margaret Chan, Directeur général de l'OMS. «Le Rapport suggère une approche par étapes: nous encourageons chaque pays à suivre cette méthode et à faire au moins une chose pour améliorer le financement de la santé et accroître la couverture sanitaire au cours de l'année qui vient.»

L'OMS distingue trois grands domaines d'action qui pourraient permettre de faire changer les choses: il faudrait mobiliser davantage de fonds pour la santé, mobiliser ces fonds de manière plus équitable et dépenser l'argent plus efficacement.

Mobiliser davantage de fonds pour la santé

Dans bien des cas, les gouvernements pourraient allouer davantage d'argent à la santé. En 2000, les chefs d'État des pays africains s'étaient engagés à affecter 15% du budget de la nation à la santé. Depuis lors, trois pays (le Libéria, le Rwanda et la République de Tanzanie) ont atteint cet objectif. Si les gouvernements des 49 pays les plus pauvres de la planète allouaient chacun 15% de leur budget national à la santé, ils pourraient mobiliser 15 milliards de dollars supplémentaires par an, c'est-à-dire pratiquement doubler les fonds disponibles.

Ces pays pourraient aussi dégager davantage d'argent pour la santé en adoptant un système plus efficace de prélèvements fiscaux, comme l'a fait par exemple l'Indonésie, qui a augmenté ses recettes de 10 points de pourcentage. Ils pourraient aussi trouver de nouvelles sources de recettes fiscales, par exemple en imposant des taxes sur les ventes et sur les transactions financières. Ainsi, le Ghana a financé en partie son assurance-maladie nationale en augmentant de 2,5% la taxe à la valeur ajoutée (TVA). Une étude des 22 pays à faible revenu a montré qu'ils pourraient à eux tous réunir 1,42 milliard de dollars supplémentaire en augmentant de 50 % la taxe sur le tabac. L'Inde pourrait mobiliser 370 millions par an en appliquant simplement une taxe de 0,005% sur les transactions en devises.

La communauté internationale a un rôle central à jouer à cet égard. Il faut compter en moyenne \$ 44 par habitant pour assurer l'accès ne serait-ce qu'à un minimum de services de santé de qualité dans les pays à faible revenu. Beaucoup de ces pays bataillent pour y parvenir. Aujourd'hui, 31 pays dépensent moins de \$ 35 par personne pour la santé. Si tous les donateurs suivaient l'exemple du gouvernement de la Norvège et d'autres pays qui ont tenu leur promesse d'allouer 0,7% de leur PIB à l'aide publique au développement, on pourrait sauver trois millions de vies supplémentaires dans les pays à faible revenu d'ici 2015.

Mobiliser les fonds de manière plus équitable

Cela veut dire qu'il faut supprimer les principaux obstacles financiers à l'accès aux soins. Des pays comme le Japon qui parviennent à garantir l'accès aux services de santé à l'ensemble de leur population l'ont fait en réduisant la dépendance du système à l'égard du financement direct par les patients et en augmentant le niveau des prépaiements – généralement par le biais d'assurances ou de taxes ou d'un panachage des deux. Les fonds ainsi dégagés sont mis en commun, ce qui permet d'éviter que ceux qui ont la malchance de tomber malades soient les seuls à en supporter la charge financière. C'est aussi le modèle utilisé dans de nombreux pays européens, et le Chili, la Colombie, le Mexique, le Rwanda, la Thaïlande et la Turquie ont également réalisé des progrès importants à cet égard au cours de la dernière décennie, de même que le Brésil, la Chine, le Costa Rica, le Ghana, le Kirghizistan et la République de Moldova.

Dépenser l'argent plus efficacement

En dépensant l'argent plus intelligemment, on pourrait accroître la couverture sanitaire à l'échelle mondiale de quelque 20 à 40%. Le Rapport recense 10 domaines dans lesquels on pourrait améliorer l'efficacité. L'un est l'achat de médicaments. La France a adopté une stratégie consistant à utiliser autant que possible des médicaments génériques, ce qui a permis d'économiser l'équivalent de près de 2 milliards en 2008. Les soins hospitaliers constituent une autre piste: ils absorbent souvent entre la moitié et les deux tiers des dépenses publiques totales pour la santé, et près de 300 milliards sont gaspillés chaque année en raison du manque d'efficacité à ce niveau. Une gestion plus efficace des dépenses hospitalières pourrait se traduire par un gain de productivité de 15%.

La communauté internationale a un rôle central à jouer dans l'amélioration de l'efficacité. Cinq ans après la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide axée sur les programmes de pays, plus de 140 initiatives mondiales en faveur de la santé sont actuellement poursuivies en parallèle, imposant aux gouvernements bénéficiaires des charges logistiques et des obligations de présentation de rapports qui grèvent encore leurs faibles ressources. Le Gouvernement du Rwanda, par exemple, transmet actuellement des données sur plus de 890 indicateurs sanitaires – ce qui prend évidemment énormément de temps.

L'avenir

Le 22 novembre, l'OMS présentera le rapport à une conférence ministérielle sur le financement de la santé, qui sera accueillie par le Gouvernement de l'Allemagne. L'Organisation et ses partenaires lanceront ensuite un programme destiné à aider les pays à réexaminer leurs systèmes et stratégies de financement de la santé ainsi que leurs politiques et plans nationaux de santé. Cette conférence encouragera et facilitera les échanges de données d'expérience entre les pays et aidera les pays à ajuster leurs systèmes de financement afin que davantage de gens aient accès aux services de santé dont ils ont besoin.



HUMOUR

Parlez-vous le Vaudois ?

Fonctionnaires internationaux de tous les pays : intégrez-vous !

Mais c'est quoi pour du chénit, dit-elle en poussant une cyclée lorsqu'elle faillit s'encoupler sur les linges qui traînaient au milieu du salon au lieu de leur place normale sur un des tablards de l'armoire de la salle de bains.

Son Gustave de mari aurait dû poutzer, panosser, éliminer les minons d'un coup d'aspi au lieu de cela, il avait semé le petchi.

- Charrette de mari! Quel tadié tu fais! Qu'est-ce que t'as foutimassé pendant toute la journée, tu vas pas me dire que t'as regardé ces broute-minets d'Alerte à Malibu, ou bien?

- Comment ça ce chénit, répondit-t-il alors, c'est toi la niolue: j'ai pas royaumé du tout! Tu devrais même être déçue en bien que j'aie autant croché pour la poutze.

- T'es roillé ou bien? Ici c'est le capharnaüm! T'as rien réduit ou alors t'as fait ça à toute bombe! Dehors, c'est la cramine, une véritable purée de pois et pendant que j'affronte cette fricasse sur mon boguet pour aller faire les commis, tu poses un clopet?

- Mais, ça veut jouer ou bien? T'as fini de mailler ménnant? On peut même plus boire un schlouc en paix ici ou bien? T'es une vraie bedoume toi: tu devrais plutôt me dire service. Et de toute façon, y sont où les cornets des commis, hein Georgette? J'parie qu'au lieu de m'acheter mes ramequins et mon taillé aux greubons pour ce soir, t'as été chez ce pètecul de Maurice qu'est un vrai bobet des îles et qu'est habillé comme un schlopet! Prépare-moi donc plutôt un bon papet et surtout n'oublie pas mes trois décis et mon renversé



COURRIER DES LECTEURS

Le séisme de 2010 à Haïti Comment les N.U. ont rendu hommage aux victimes et apporté leur soutien aux familles

Introduction

Le mardi 12 janvier 2010, un terrible tremblement de terre a dévasté Haïti, et en particulier sa capitale, Port-au-Prince. La Mission des Nations-Unies en Haïti (MINUSTAH) y a perdu 101¹ de ses membres, au nombre desquels notre fille Lisa Mbele-Mbong, à l'aube de ses 39 ans².

Le lecteur aura probablement déjà beaucoup lu sur ce désastre, le pire subi dans l'histoire du pays et de l'Organisation. Ce qui est peut-être moins connu et ce dont nous voudrions souligner la portée, c'est la façon dont les N.U. ont réagi à la catastrophe : secourant les orphelins, prenant soin des morts avec dignité et honorant leur mémoire, apportant sympathie et soutien aux familles éprouvées.

Prise en charge des orphelins

Lisa travaillait pour la Mission des N.U. en charge des Droits de l'Homme, d'analyste des moyens à mettre en œuvre au sein de la cellule conjointe d'analyse de la mission, depuis avril 2005. Elle y avait été transférée depuis la MONUC en République Démocratique du Congo. Son fils Nady Khanya Chalmers, âgé de 10 ans, qui avait vécu avec nous ici à Gex depuis sa naissance, l'avait rejointe à Port-au-Prince en septembre 2007. Suite au tremblement de terre, la Mission l'a pris en charge, bien qu'il ait été enregistré comme « non-membre de famille ». Mme Lizbet Cullity et Mme Denise Opperman, deux des plus proches collègues de Lisa ont pris soin de Nady et très préoccupées de sa sécurité et de son bien-être, ont assuré son évacuation à Saint-Domingue, le samedi 16 janvier où sa tante Léontyne est arrivée, venue de San Francisco, aux Etats-Unis, le jour suivant. Le 21 janvier, ils se sont envolés pour Paris, aux frais des N.U., où nous les avons retrouvés.

Dignité envers les corps des défunts

Un soin délibéré et méticuleux a présidé à l'identification formelle des corps des victimes. Pour Lisa, il a fallu près de trois semaines – une interminable et douloureuse attente. Ensuite, les N.U. ont fait les démarches et assumé les frais du transport par air de son corps depuis Saint-Domingue à Genève/Cointrin où il est arrivé tard dans la soirée du 4 février 2010, accompagné de Mme Jennifer Pilkington, fonctionnaire des N.U. à New York. Le matin du 5 février l'ONUG a tenu une discrète cérémonie à l'aéroport, en nous remettant formellement Lisa. Elle s'est déroulée en un endroit spécialement préparé, le cercueil recouvert du drapeau des Nations Unies, couvert de fleurs de l'ONUG et flanqué d'une garde d'honneur et des drapeaux des N.U. La dignité de la cérémonie et le soutien de collègues et amis nous ont aidés à supporter ce moment très difficile.

¹ Décompte officiel au 9 mars 2010

² Pour plus d'information sur Lisa, voir le site web créé par ses amis : <http://lisa.mbelembong-memory-of.com>

Dans l'assistance se trouvaient nombre de collègues de Lisa, le Recteur et le Diacre de l'Église Emmanuel de Genève - parmi les collègues : Mme Vassiliki Krapsiti, assistante administrative, M. Hervé Blanchet-Voyet, assistant social, M. Janick Pierre Mangin, capitaine de la sécurité, M. Amadou Koumago, des ressources humaines, M. Hugues Noumbissie, assistant spécial du Directeur, et M. Alfonso Barragues, des Droits de l'Homme. Nombre d'entre eux prirent également part au service funèbre tenu à l'Église Épiscopale Emmanuel de Genève, le 11 février 2010.

Commémorations

Le 28 janvier 2010, à Port-au-Prince, la MINUSTAH a tenu une cérémonie afin d'honorer la mémoire des membres de la Mission tués dans le séisme. Une large plaque porte les noms de tous ses membres, nationaux et internationaux, civils, militaires, policiers, qui ont été formellement identifiés comme ayant péri dans le tremblement de terre. Près de là avait été réservé un espace pour que les amis et collègues des disparus puissent apposer des photographies. Aucune section de la Mission n'avait été épargnée. Le vide laissé ne pourra jamais être comblé ainsi que l'a exprimé dans sa déclaration Edmund Mulet, le Représentant Spécial par interim du Secrétaire-Général. La cérémonie était aussi très importante pour ceux qui, encore sous le choc et le chagrin, continuaient à se dévouer pleinement pour faire face au contrecoup du séisme.

Le 9 mars 2010, au Siège à New York, les Nations-Unies ont organisé un service pour honorer et rendre hommage à la mémoire de toutes les victimes des N.U. présentes à Haïti à cette date, en poste ou en mission, et qui ont perdu leur vie au service de la paix. La cérémonie a été transmise par intranet dans tous les principaux bureaux des N.U. dans d'autres villes autour du monde, en particulier à Genève et à Port-au-Prince.

Jusqu'ici 101 victimes de l'ONU ont été formellement identifiées. Deux membres de chaque famille, parfois plus lorsqu'il y avait des enfants, ont été conviées à y assister, vol, hébergement et repas à l'hôtel pris en charge par les N.U. Tous les invités, près de 400 au total, ont été logés ensemble au New York Helmsley Hotel, de telle sorte qu'ils puissent entrer en contact s'ils le désiraient.

Le matin de la cérémonie, les familles, nombreuses accompagnées d'amis et collègues venus les rejoindre, escortées de personnes affectées auprès d'elles par les Nations-Unies, ont été reçues au Siège où des rafraîchissements leur ont été offerts. Elles se sont rendues ensuite à la salle du « Trusteeship Council » en suivant un couloir où figuraient photos et descriptions de toutes les victimes. Tout avait été soigneusement planifié et il devint vite évident que les choses avaient été mûrement réfléchies. L'un des moments les plus poignants a été d'entendre un poème écrit et lu par S.E. M. Antonio Pedro Monteiro Lima, le Représentant Permanent du Cap Vert, et le plus dur a été d'écouter la lecture des noms, tandis que la photo de chacun était projetée sur l'écran. L'émotion du Secrétaire Général, M. Ban-Ki-moon, était patente. Il a assuré chaque famille de sa sympathie à la fin de l'évènement.

Sur le site <http://www.un.org/fr/memorial/haiti/commemoration.shtml> la vidéo de toute la cérémonie peut être visionnée. Elle vaut la peine de prendre le temps de la voir.

Cette cérémonie a été très émouvante pour nous tous. Egalement très important fut le temps consacré à se rencontrer, spécialement lors de la réception qui a suivi le service et pendant l'entretien avec DPKO plus tard dans l'après-midi, à parler calmement avec les autres familles et en faisant davantage connaissance des collègues de notre chère disparue. Le soin, l'intelligence et le temps consacrés à la cérémonie et aux rencontres ont eu pour nous tous une profonde

signification. Ainsi rassemblés nous avons ressenti combien nous faisons réellement partie de la famille des Nations-Unies et de MINUSTAH et qu'ensemble nous pleurons la perte de nos êtres aimés.

Soutien aux familles

Pour apporter son soutien aux familles, les N.U. ont créé une unité spéciale d'urgence au Siège de l'ONU à New York très peu de temps après la catastrophe. M. Paulin Djomo a été placé à sa tête, et son équipe a été constituée sur la base du volontariat. En son sein, une personne a été désignée pour prendre chaque famille en charge. Pour nous ce fut Mme Jennifer Pilkington. Nous avons été en contact régulier avec elle. Elle a fait des recherches pour nous et nous a transmis les informations issues des nombreuses instances qui travaillaient sur ce désastre. Les grands soins qu'elle a pris de nous et la peine qu'elle s'est donnée de faire tout ce qui était possible fut pour nous un grand réconfort au cours des premiers jours, des premières semaines.

Dans le même but, l'Office des Nations-Unies de Genève, l'ONUG, a délégué Mme Annabelle Borg, assistante sociale.

De plus, le Secrétaire-Général de l'ONU. M. Ban-Ki-Moon a adressé une lettre personnelle à chacune des familles frappées. La nôtre nous a été remise à la maison le 3 mars par M. Ivan Koulov, alors Chef de la Direction des Ressources Humaines à l'ONUG.

Frais et documents

Les N.U. ont généreusement assumé les frais et les démarches nécessaires à l'évacuation de Nady vers Paris via Saint-Domingue, ainsi que les billets de Leontyne de Saint-Domingue à Paris et de son retour de Genève à San Francisco. Les N.U. ont également couvert les frais d'évacuation du corps, y compris le billet de Jennifer qui l'a accompagné, ceux de notre voyage à New York pour être présents à la cérémonie, inclus hôtel, repas, per diem et une somme forfaitaire pour l'enterrement. Leurs services se sont aussi chargés des papiers : certificats de décès et toutes les démarches liées aux prestations, et à celles à venir.

Au cœur de notre immense perte, nous avons été soutenus grandement par l'attention avec laquelle tant de gens aux Nations Unies nous ont aidés à faire face à toutes les obligations consécutives à un tel événement. Ces contributions et l'invitation à assister au service à New York ont constitué un soutien au-delà de toute mesure.

Nous saisissons l'occasion pour dire merci à tous.

Samuel MBELE-MBONG

EDITORIAL

During a short summer break in the beautiful Swiss canton of Graubunden, I ran across – well was introduced to – a bedside light that came on and became more intense when one touched the stand. Apparently such lamps are quite common and known as “touch lamps”. Nor do they necessarily have to be very expensive.

There is some fearfully clever technical explanation about how they work on the basis of the “capacitance” of the human body... ah, the things you learn in the Graubunden.

Those familiar with the wonders of Google can surf the net and find out all about touch lamps; indeed I am sure that most AAFI-AFICS members are already avid touch lamp advocates, but let me tell you how the light dawned - as it were - when I started reflecting on making homes age-friendly.

The Committee has been thinking for some time about getting to grips with the issue of age-friendly homes and even of organizing an information seminar on the subject in 2012 or so.

As a start there is an article in this current issue of the Bulletin which highlights a recent US report – Ageing in place, Rethinking solutions to the Home Care Challenge.

The Report suggests that there are a number of sustained improvements that can be made to help make a home age-friendly. Among many others, these include ensuring good lighting and switching especially in stairways, halls and entries. It further postulates that the successful ageing-in-place home will feature remote sensing and communications tools...

Ah, now the lights are going on....the touch lamp is but the beginning of an potential exploration of electronic and other devices which could easily and relatively cheaply help us adapt our homes and make them, as the Report states, “ the default choice for retirement living”. I don’t quite see my home as a “default choice” but I am quite taken, for example, by the idea of having lights or other electric devices voice activated. Just imagine walking into your living room and saying sonorously: “**On television**” or whatever one says to activate a television – “turn on you capricious (expletive deleted) temperamental box” might be more appropriate in my home.

Anyway, this is but a start; inspired at the news of our future plans, one of our members has also taken pen to paper and sent us a letter on “Stay-at-home’s versus EMS/homes which also appears in this issue. We thank her for her enthusiasm.

There are other resources on the subject being worked on by our colleagues in the Plate-forme des aînés de Genève with whom we took part in Les Automnales at Palexpo in Geneva. (A report on this event is also contained in this edition of the Bulletin).

We shall be developing these thoughts in the coming months and we would very much welcome your thoughts thereon; of course your experiences would be also very helpful.

There are many other excitements in our January issue....and so we wish you all a very Happy New Year and “Happy Reading”

Roger EGGLESTON

MESSAGE TO OUR ANNUAL MEMBERS

We would like to remind all annual members, unless they joined the Association in the last three months of 2010, that the annual membership fee of CHF 35.00 has to be paid in January each year.

Annual members may pay their contributions either by BV to the AAFI-AFICS postal account 12-7881-5, or to our UBS SA account, IBAN CH66 0024 0240 1285 94LUT, SWIFT/BIC : UBSWCHZ80A.



"TELL ME SOMETHING -
DO I COME HERE OFTEN?"

PENSION MATTERS

DELAYED NOTIFICATIONS OF COST OF LIVING (COL) ADJUSTMENTS

A number of you have recently called attention to the fact that the statements sent every quarter by the Chief, Payments Unit of the UNJSPF notifying the amount payable monthly during the quarter tend to reach you after the beginning of the quarter. These delays in notifications make it difficult for you to plan.

The Geneva Office of the Fund has been made aware of this problem; and in the person of Mr Aliamane BACAR SAID, Finance Officer, UN Joint Staff Pension Fund / Finance Section, C/O PALAIS DES NATIONS, CH 1211 GENEVA 10, SUISSE, Tel: +41 22 928 8834, Fax: +41 22 928 9099, email: aliamane.bacarsaid@unjspf.org, Web: www.unjspf.org, the Fund Office writes:

"...regarding the issue of the delayed COL Notifications, ... (k)indly note that the COL Notifications are printed in New York on the 23rd of the month for the payment that is due a week after, normally on the 29th or 30th of the month. The statements are then sent to the United Nations Distribution Section for Folding and Inserting. Then, they are sent to the UN Postal Office for Transmission. I know this process full well, having been in charge of it from 2001 to 2003. It is almost impossible for the notifications to reach the beneficiaries before the payment.

The Fund has found a solution for those who have access to the Web. By registering to the Pension Fund Website (www.unjspf.org) and receiving a PIN (Personal Identification Number), you can access your COL Notification on the 25th of the month prior to the first payment of the quarter. Therefore, I kindly encourage you to register so that you can track the receipt of your CE (certificate of Entitlement), and receive the COL Notifications ahead of the payment.

Should you need assistance in registering and/or in viewing your COL Notification, please contact me, and I shall be happy to guide you. Indeed, should you have any problem regarding your UN Pension, please contact me and I and my Finance colleagues will send you a prompt and clear response”.

COMMENTS ON THE FUNDED SITUATION OF THE UNITED NATIONS JOINT STAFF PENSION FUND

by Bernard Cochemé, UNJSPF CEO

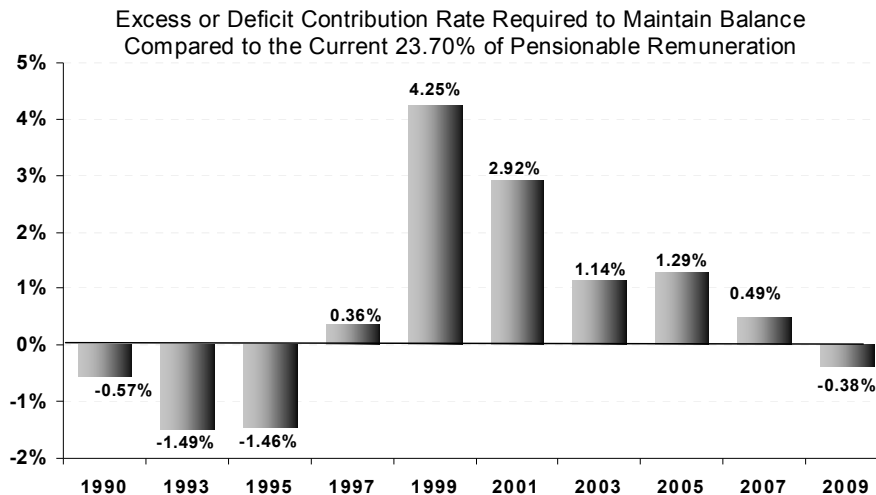
The Pension Board held its annual session in July 2010 and reviewed the results of the latest actuarial valuation as well as the performance of the investment of the assets of the Fund. I would like to take this opportunity to comment on these two important items which provide an update on the financial situation of the Pension Fund.

Starting with the actuarial situation, I would recall that the primary purpose of the actuarial valuation is to determine whether the current and estimated future assets of the Fund will be sufficient to meet its liabilities. The practice of the Fund has been to carry out a valuation every two years. The report presented to the Board by the Consulting Actuary in June 2010 revealed an actuarial deficit of 0.38% of pensionable remuneration on the basis of data as at 31 December 2009. In others words, the current contribution rate of 23.7% (7.9% paid by employees and 15.8% paid by employers) is short by 0.38 percentage points when compared to the estimated 24.08 % contribution rate needed to balance the Fund’s financial situation in the long term.

1. Does the actuarial deficit revealed by the latest valuation place the Pension Fund at risk?

First, it is important to note that this latest result is the first in many years to reveal a contribution rate deficiency. The six previous biennial actuarial valuations since 31 December 1997 have disclosed surpluses above the current contribution rate of 23.7% of pensionable remuneration, in the range of 4.25% to 0.36%, as shown on the following table.

Actuarial Valuation Results as of 31/12/2009



While a single or, for that matter, a series of single figures provides useful information at the valuation date and can possibly be indicative of a developing trend in the future financial situation of the Fund, a further analysis of these results is necessary to properly assess the situation.

Another indicator contained in the actuarial valuation is the funded ratio of the Fund. This indicator compares the current assets of the Fund with the value of all accrued benefits on the valuation date which include benefits for current retirees and beneficiaries as well as benefits already earned by current participants, if their services were terminated on that date. This funded ratio is close to 140 per cent. It shows that the Fund would have considerably more assets than needed to pay the benefits, assuming that no future adjustments would be made in pensions for changes in the cost of living. However, if the pension adjustment system, including the two-track system, is taken into account the funded ratio would drop below 100.

The conclusion drawn by the Consulting Actuary is that the 140 per cent funded ratio calculated on a “plan termination” basis reflects a strongly funded position as had been the case for the past ten valuations. The Committee of Actuaries reviewed these figures and similarly concluded that the Pension Fund continues to be adequately funded and is assumed to meet its short and long-term pension payment commitments.

Among the many factors that play a role in actuarial valuations, three of them e.g. demographic, economic and changes in benefit provisions are the most important ones. As far as the UN Pension Fund is concerned, changes in benefit provisions have occurred during the past 10 years but their long term impact has not been considered significant.

Regarding demographic factors, the Pension Fund has observed through its regular biennial experience reviews, increases in the life expectancy of its participants and the related additional costs of improved longevity. The Fund has accordingly reflected this trend in the revision of its mortality tables in 2007 and through increases in its pension commutation factors in 2009. The impact of these changes has been quite significant; the 2007 actuarial valuation, when the surplus dropped from 1.29 per cent to 0.49 per cent, reflected the estimated 2.1% actuarial cost of the revised mortality tables. The latest 2009 valuation reported a deficit of 0.38% which included a 0.25% cost for the revised commutation factors.

In fact, the change in 2009 from a surplus to a deficit has been primarily the result of investment experience which has been below the assumption. As is the case with demographic factors, actuarial valuations are carried out on the basis of long term assumptions. For investments, performance achieved in recent years has fallen short of meeting the long term investment objective for real rate of return of 3.5 per cent, as can be seen on the following table which presents the Fund investment performance over this real return objective on the basis of annualized data for 1, 3 and 5 year periods.

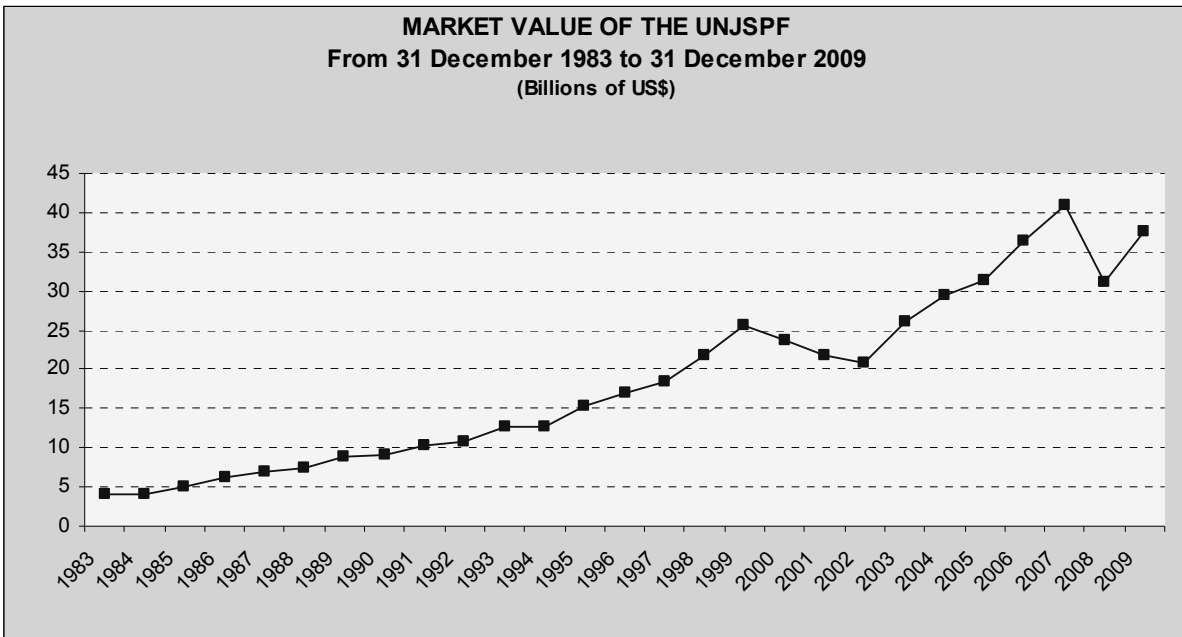
Annualized Real Rates of Return; Excess of 3.5% long-term objective			
	1 Year	3 Years	5 Years
31-December 2009	13.1%	-4.6%	-1%
31-December 2008	-27.3%	-5.7%	-2.1%

This table also shows the significant impact that the negative 24.9% return in 2008 followed by a positive 20.3% investment performance in 2009, in nominal terms, had on the annualized rates of return for periods below 5 years.

What arises from the recent review of the financial situation of the Fund is the considerable volatility shown by the Fund's investment performance.

2. Does the volatility of the Fund's investments place the Fund at risk?

There is no doubt that the recent turmoil in the global financial markets has had an impact on the market value of the Fund's investment portfolio. The assets of the Fund dropped significantly in 2008, from US\$41.7 billion to \$31.2 billion, and again during the first quarter of 2009 when their market value went down to \$26.6 billion. Since then, the financial markets have bounced back and the market value of the assets of the Fund increased to \$37.6 billion at the close of business on 31 December 2009. In other words, the Fund's assets decreased by some \$10 billion in 2008 and recovered about \$6 billion in 2009. At the time of writing, on 30 November 2010, the market value stands at \$39.4 billion.

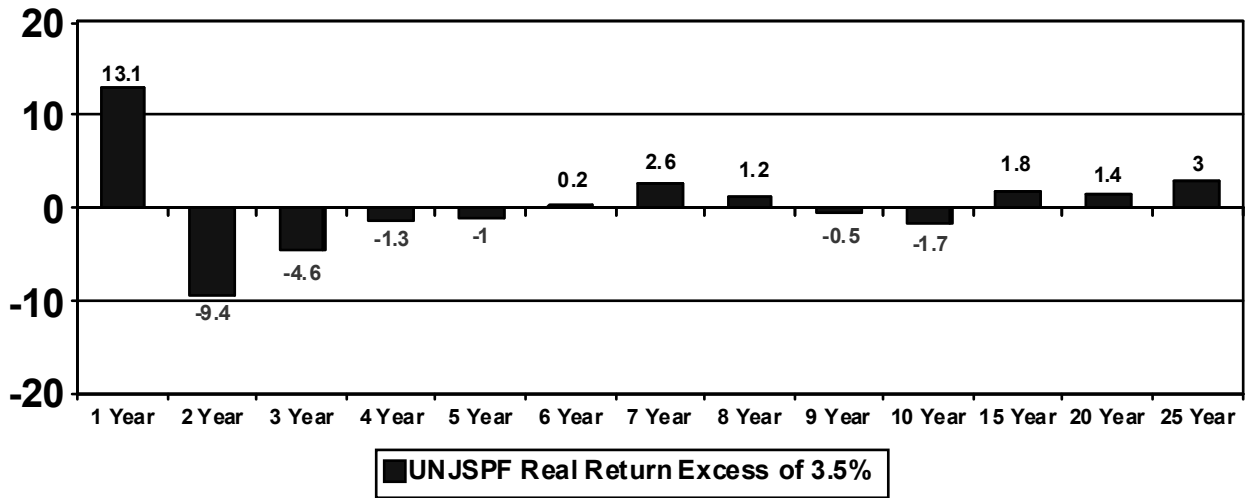


The above graph illustrates the evolution of the market value of the Fund’s assets as recorded on 31 December of each year. The volatility in the financial markets has negatively impacted the actuarial situation of the Fund. However, this impact is somewhat attenuated in the actuarial valuation by the use of a five-year moving market average methodology (including a limiting corridor of 15 per cent below and above the market value of the assets), which results in a smoothing of extreme “bumps” in the markets.

It is also important to stress the importance of maintaining a long-term outlook for the Fund and, in particular, the long-term investment horizon. Annual contribution income (\$1,928 million in 2009) generally covers and, at times, exceeds benefit payments (\$1,917 million in 2009). Therefore, the Fund is not required to draw funds from investment income or to sell its equity, bond or real estate holdings to fund short-term needs. Investment income which includes interest, dividends and other revenues from the real estate portfolio and the sale of securities, continues to be re-invested. This is obviously a very positive feature of a fully-funded and slowly maturing defined-benefit pension scheme such as the UN Joint Staff Pension Fund.

The following graph compares the investment performance over a longer term period against the Fund’s long-term investment return objective of 3.5% in real terms; it shows that despite the short term volatility, the performance of the investments has exceeded its long term objective.

Real Return excess of 3.5% Long-term Investment Objective through 31 December 2009 (geometric)



In summary, the Fund’s long term projections are practically unaffected by the current volatile market conditions. However, as noted by the Committee of Actuaries, the Fund needs to ensure that, in the long term, investment performance meets the 3.5% real return objective and that this objective is achieved with no undue risk to avoid fluctuations in the results of future actuarial valuations. The Committee’s comment should be understood in the context of a maturing pension fund where the results of future actuarial valuations will be more strongly linked to future investment returns.

I would like to add that the Fund will soon undertake a new Asset-Liability Management study which is an important component of its on-going performance monitoring process and risk management policy. Using the results of the ALM helps to ensure long term solvency and assists the Fund’s Investment Management Division and the UN Secretary General, who has fiduciary responsibility over the investments of the Fund, in decisions concerning optimal long term asset allocation and currency strategies for the investment of the assets of the Pension Fund. The results and recommendations are expected in Spring 2011.



SPIRIT OF GENEVA

In his article “Celebrating 70 years of AAFI-AFICS” our friend Aamir Ali refers to the triumph of the Esprit de Genève in the spirit of conciliation and constructive compromise that paved the relations between AAFI-AFICS and the associations of former officials of ILO, WHO and other UN agencies.

In an article published in the *HCR Refugee Survey Quarterly* (2007, Vol 26, Issue 4) Prof P.H. Dembinski and the journalist M. Farroh, attribute the term “Spirit of Geneva” to the Swiss writer Robert de Traz who published a book under this title in 1929, after the First World War and the creation in 1919 of the League of Nations (and the ILO), which had at the time raised both faith and hope such as few organizations have enjoyed since.

Based in Geneva, thanks to President Woodrow Wilson, the League of Nations symbolized the utopian hope of putting an end to all wars by subjecting international relations to a set of juridical regulations that would limit, if not abolish, the need to resort to violence between sovereign states : a new religion for peace by Law. Support for the League of Nations was at its strongest in Great Britain and in France the movement was acclaimed by a political and intellectual elite, amongst whom Aristide Briand and René Cassin.

For de Traz, the spirit of Geneva was inspired by both a democratic and a prophetic legitimacy firmly rooted in a universal moral law based on a Christian aspiration for universality and a Protestant individualization of morality.

The spirit of Geneva is now almost forgotten but international Geneva, seat of the United Nations Office at Geneva, the International Red Cross and many specialized agencies, has become the world capital of soft governance, i.e. international cooperation in social, economic and more especially humanitarian action, with the support of the NGOs, in contrast to the hard politics of the UN Headquarters in New York. We have progressed from the pacifist utopia of 1920 to 1930 to a more realistic conception of the potentials and limits of internationalism.

An association named the “Esprit de Genève” was set up in 2004 to give a fresh impulse to the image of Geneva and relations between civil society and the state. The association groups members from economic, associative, political and administrative circles.

Also set up in 2004 but with no relation to the former, is a group of Geneva wine growers who produce a red wine baptized “L’Esprit de Genève” intended to embody open-mindedness, spirituality, humanism, diversity, innovation and quality.

Yves BEIGBEDER



HAVE SOME MORE CHEESE!

Have you noticed that each time you want to go deeper into a subject in which you are interested, you come across a mass of information on the web.

This happened to me recently when I was vexed once again by an article on Cambodia announcing the removal of Angkor from the UNESCO World Heritage List. In fact, Angkor has simply been transferred from the list of endangered sites even if the guides continue to deplore the extent of the damage caused by pillage.

I started to do some research and discovered, to my astonishment, that there are in fact 911 properties listed, some of which quite unknown. It is almost as if they go on adding new sites to keep the wheels turning. While I can but applaud that the Vallée de mai Nature Reserve in the Seychelles is on this list, I am somewhat puzzled that the Lavaux vineyards in Switzerland are also listed. It may be a means of limiting the expansion of the city of Lausanne but in that case why not Montmartre in the middle of Paris?

And then, one evening, channel-hopping when there was a dearth of programmes on the companion of our solitary lives, the goggle-box, I heard that French gastronomy had entered the realm of the intangible cultural heritage of the world. UNESCO's decision is an event that compensates the fact that France has fallen to 14th rank in the UNDP 2010 Human Development Index.

The intangible cultural heritage was recognized by a Convention signed in 2003, and at present ratified by 132 countries, in order to safeguard traditional customs in the same way as sites and monuments, already protected by a Convention drawn up in 1972. Cookery is an art. But a large rib of beef is hardly intangible.

Italy has already contested the right of France to be the first country to have its gastronomy registered by UNESCO as a world heritage. Italian agriculturists it seems produce more culinary specialities than their French counterparts. It is true that the European Union lists 166 Italian specialities against only 156 in France.

After deep reflection and analysis, it is perhaps a good thing that for once France is awarded a recompense. We are so used to being thought of as snobs, always losing opportunities to restore our reputation. For the record, the elimination of Paris to hold the 2012 Olympic Games was ascribed to an over-arrogant presentation.

Does this mean, however, that French gastronomy is in danger? I am sometimes tempted to think so with so many TV programmes so frequently exalting the know-how of chefs from beyond our borders.

And yet, Brillat-Savarin, Paul Bocuse and many others have led French cuisine to the top, a reference in both knowledge and creativity.

Numerous publications attest to this (*Haute Cuisine: How the French invented the Culinary Profession* by Amy B. TRUBEK) and even demonstrate how gastronomy was sometimes used in a rather colonial fashion as national propaganda (*Le Club des Cent 1912-1930*, Julia CSERGO).

Let us return to the programme, which was very interesting. I learned that the dossier had been difficult to prepare and that for it to be accepted it had to fit into the rigid framework of the politically correct that regulates everything from the weight of a baguette of bread, to the caliber

of an apricot and the exact number of days for the gestation of a child.

Gastronomy, therefore, was structured into entrée, main dish, cheese and dessert. Those of you who sometimes go to a three-star restaurant will certainly have noticed that these categories have disappeared from their menus in favour of appetizers and a myriad of other variations.

So, why this backward approach? For once the debate did not center on the problems of the suburbs, the discontent of the population and the slip-ups of the political world. Although, if you look at the blogs, UNESCO's decision has aroused a deal of discontent. When shall we go on strike to protest about their ruling on the French way of eating?

Great, one evening safely over, so I poured myself a glass of Beaujolais nouveau so typical of the endangered French gastronomy, and drank it ... in moderation.

You can get more information on :

<http://whc.unesco.org/en/list> - World Heritage Centre – World Heritage List

<http://portal.unesco.org/en/ev.php>: Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage 2003

Odette Foudral

Trans Elisabeth Belchamber



UN INTERNATIONAL DAY OF OLDER PERSONS

“LONG LIFE DEVELOPMENT FOR OLDER PERSONS:

How are we advancing with UN Global Strategies?”

To commemorate the 20th Annual Celebration of the UN International Day of Older Persons (1 October 2010), the UN/NGO Committee on Ageing, the UN/NGO Committee on Development, the Geneva International Network on Ageing (GINA) and the Association of Former International Civil Servants (AAFI-AFICS), organized a panel of eminent persons and representatives of non-governmental organizations at the United Nations in Geneva to reflect on what has been achieved for older persons.

Participants in the event included Her Excellency Maria Nazareth Farani Azevèdo, Ambassador of Brazil and permanent representative to the UN, Alanna Armitage, Director UNFPA Geneva,

Stefanie Bluth, Population Unit, UNECE, Geneva, Dr. Mariangela Simao, Chief of Prevention, Vulnerability and Rights, UNAIDS, Professor Krishna Ahooja-Patel, Chair NGO Committee on Development and Dr Astrid Stuckelberger, The Society for Psychological Study of Social Issues (SPSSI), Chair NGO Committee on Ageing and President of the Geneva International Network on Ageing (GINA)

In a particularly challenging intervention, Dr Stuckelberger presented a fact sheet on the importance of population ageing worldwide and invited participants to reflect on the extent to which the United Nations had organized to meet the ageing issue.

Her address follows:

FACT SHEET ON THE IMPORTANCE OF POPULATION AGEING WORLDWIDE

The global population of older persons is expected to rise to two billion by 2050, a significant shift in the world's demographic profile, the UN Secretary General said. In his message to mark the International Day of Older Persons, 2010.

Mr Ban ki Moon said the United Nations had long fought for the rights and well-being of older persons, and to make their voices heard.

Over the past few years, the world's population has continued on its remarkable transition path from a state of high birth and death rates to one characterized by low birth and death rates. At the heart of that transition has been the growth in the number and proportion of older persons in all parts of the world. Such a rapid, large and ubiquitous growth has never been seen in the history of civilization.

The current demographic revolution is predicted to continue well into the coming centuries according to the latest UN report.

Its major features include the following:

- 1 out of every 10 persons is now 60 years or above. By 2050, 1 out of 5 will be 60+ years. In some developed countries today, the proportion of older persons is already 1 in 4. During the first half of the 21st century that proportion will be close to 1 in 2 in some countries.
- *The older population itself is ageing:* the oldest old (80+ years) is the fastest growing segment of the older population: 13% of the 60+ age group and will grow to 20% by 2050.
- *Centenarians:* the number of centenarians (aged 100 years or older) is projected to increase 14-fold from approximately 265,000 in 2005 to 3.7 million by 2050.
- *Women:* The majority of older persons (55%) are women. Among the oldest old, 64% are women.
- *Adjustment:* As the tempo of ageing in developing countries is more rapid than in developed countries, it will have less time to adapt structures and functioning to the consequences of population ageing.
- *Urbanization:* Approximately 50% of the world's older population lives in urban areas. Thirty years ago, the proportion living in urban areas was about 40%. On average, about 70% of older persons in more developed countries, and only 38% in the least developed countries are urban dwellers.

- Over the last half century, 20 years were added to the average lifespan, bringing global life expectancy to its current level of 66 years. Large differences exist between countries which reflect the high mortality in the active population. In the least developed countries, men reaching age 60 can expect 15 more years, women 17 more, while in the more developed regions 19 years for men and 23 years for women.
- Old-age dependency ratio: the number of working age persons (age 15 - 64 years) per older person (65 years or older) is used as an indicator of the 'dependency burden' on potential workers. Between 2005 and 2050, the old-age dependency ratio will almost double in more developed regions and almost triple in less developed regions. The socioeconomic impact on society may well be intertwined with global crisis.

- The above facts demonstrate the importance of population ageing in a world context, yet the United Nations has not yet adjusted structurally and economically its investment in a fair way in the ageing issue. A few questions can be asked and answered with a high reliability, and can be easily evidenced:
 - ***Where are we structurally and budget wise with ageing at the UN?***
 - Despite all the demographic, social and economic evidence of increasing challenges of population ageing world wide, the United Nations has not yet invested a decent budget and structure in the United Nations.
 - ***How many persons head a unit solely devoted to ageing year long?***
 - In the whole United Nations system, after thorough analysis, one can find only 2 devoted professionals holding a position on ageing with very little staff and not much budget: Rosemary Lane, Focal Point on ageing, and her staff at DESA at the UN in New York and John Beard, head of the programme on ageing and health at the World Health Organization in Geneva.
 - ***Has this number increased since the UN Assembly on Ageing in Vienna in 1982 and Madrid in 2002?***
 - No, it has even decreased. For example, ILO had a focal point on ageing, this position has been erased a few years ago. A focal point on ageing at the High Commissioner of Human Rights is being discussed.
 - ***Are there publications on ageing outside those 2 small structures mentioned above?***
 - Yes, the population units in general, either in DESA, either in UNECE or UNFPA have produced a certain number of reports on population ageing or studies on intergenerational aspects. Ad hoc documents have been produced jointly by several units such as the document on older persons in emergencies in 2008.
 - ***Are there some working groups or inter-agency committees working on ageing?***
 - Until last month, the *UNECE working group on ageing* was the only ongoing group meeting annually since 3 years. Member countries of the United Nations Economic Commission for Europe (UNECE) gave new momentum to the implementation of the Madrid International Plan of Action on Ageing and its Regional Implementation Strategy by joining forces in the Working Group on Ageing.

- However, a new open-ended working group on the **Right of Older Persons** has just been adopted on 16 November 2010 by the UN Third Committee of the General Assembly with a resolution on ageing (A/C.3/65/L.8/Rev.1) in which the GA decided "to establish an open-ended working group, open to all States Members of the United Nations, for the purpose of strengthening the protection of the human rights of older persons by considering the existing international framework of the human rights of older persons and identifying possible gaps and how best to address them, including by considering, as appropriate, the feasibility of further instruments and measures".
- **Is ageing mainstreamed in the UN documents?**
- Clearly no!
- It seems that life stops with retirement and that adults are adults until they die, whether they are 30, 50, 80 or 100 years old. The attempts made at the Human Rights Council by NGOs in Geneva with 2 strong statements in 2006 (right of older persons, 24 NGOs signed) and 2009 (statement on the right of older women, 34 NGOs signed) start to show results finally only this year, but crucial results.
- Progress can be shown at the Human Rights Council this year with advances at the Human Rights Council and in the Convention on the elimination of Discrimination against Women.
- **Is there progress on resolutions or advances on the Human Rights and Protection of Older persons?**
- The many efforts and lobbying work of NGOs in Geneva to advance the cause of the Rights of Older Persons finally seems to bear fruit. It started with the International Year of Older Persons in 1999 (a brochure produced on the Right of Older Persons), followed up by a panel report on Long Life Human Rights, then our official statement to the Human Rights Council in 2006 (Human Right of Older Persons) and in 2009 (Human Right and Protection of Older Women), then the commitment of all NGOs in Geneva, Vienna and New York. It really is the proof that dedication of NGOs to ageing can show convincing results.
- To mention 3 major steps happened this year and give us all hope that older persons will become a buzz word in the United Nations:
- **i) New recommendation on the Right of Older Women in the** Convention on the Elimination of discrimination against women (CEDAW): The CEDAW Committee adopted the General Recommendation No. 27 on older women and protection of their human rights on 19 October 2010. Available online:
<http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/CEDAW-C-2010-47-GC1.pdf>
- **ii) Older persons and social protection - Independent Expert on human rights and extreme Poverty in 2010**
- The 2010 annual report of the independent expert on extreme poverty addresses the role that social protection systems play in reducing extreme poverty and contributing to the realization of human rights of older persons. In particular, the report focuses on the relevance of social pensions.
- In this report, the independent expert calls on States to recognize that social pensions are critical elements for the progressive realization of the right to social security for older persons. The report also provides recommendations on how to ensure that non-

contributory pensions comply with core human rights standards. Finally, it addresses the role of international assistance and cooperation in the field of social security.

- to collect information to prepare this report the independent expert sent a questionnaire to Governments requesting information on their social pensions for older persons.
- The questionnaire addressed: (i) the legal and institutional framework; (ii) the schemes costs and coverage; (iii) implementation procedures; (iv) monitoring mechanisms and complaints procedures; and (v) studies and evaluations. To read government responses see

<http://www.ohchr.org/EN/Issues/Poverty/Pages/OlderPersons.aspx>

iii) **Human Right Council, 4th session Advisory Committee (25-29 Jan2010) è Working paper** prepared by Ms. Chinsung Chung, member of the Human Rights Council Advisory Committee on the necessity of a human rights approach and effective United Nations mechanism for the human rights of the older person. Dr Chung is waiting for the Human Right Council to approve and to go ahead with a consistent report and recommendations. The report is available on:

<http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/advisorycommittee/session4/documentation.htm>

Conclusion: while population ageing is increasing day by day, the United Nations System needs to make a reality-check and integrate systematically the ageing factor in its structure, budget, documents and “vocabulary”. One could even think of the necessity to train experts in other domains as to the importance of ageing so they include it. To those working in the ageing field since years, it seems an absurdity not to think “with” the older groups, but one must admit that it is not the same for those working with children or women or other matters. It seems life has stopped at the age of the UN civil servant in office and is projected in the agenda of the UN with a blunt omission of old age. We may add that it is not only old age that should be addressed but the whole network and infrastructure around old age that is today in place or needs to be: older persons are not living on an island, they are all living in a community with older parents, grandparents and with linked lives. Therefore poverty is not a matter of one generation, but a transgenerational phenomena affecting the whole lineage, sometimes for generations. To stop the cycle of poverty, violence, abuse, and most UN agenda issues, development cannot make the economy of forgetting the older population or it is bound to fail. Fail because addressing only part of the population and forgetting 15% to 20% of 2020 world population will just create an economic time bomb for society and sustained development.

Astrid STUCKELBERGER

HOW TO MAKE YOUR HOME AGE-FRIENDLY

AAFI-AFICS is contemplating organizing another Information Seminar – in 2012 – centered around Ageing in Place. i.e. at home. As a starting point we have been doing some research into available resources and would welcome suggestions from readers with experience or information in this area.

Our colleagues and friends in the Plate-forme des aînés de Genève have much useful material, but we thought that we would introduce the subject in these columns by reference to a new Report

sponsored by the Met Life Mature Market Institute; it is called: "Aging in Place 2.0, Rethinking Solutions to the Home Care Challenge, September 2010" and was prepared with input from a consultant on Universal Design and Ageing in Place.

The Report repeats many of the things we have already come to accept. More of us are living longer. The odds are good that we will need some period of extended care during our later years. Such care is very expensive, assuming it is available at all. The increasing number of seniors will increase demand for available institutional care.

Staying at home and receiving care in one's home is increasingly going to be the default choice for retirement living. It is cheaper than institutionalized care. And it can also be a more satisfying place to age.

To this end, the Report suggests that sustained improvements in three areas are needed to help people achieve rewarding ageing-in-place experiences. First, the current array of medical, social service, and community support services should be unified in a coordinated network that can provide the right mix of services tailored to an individual's changing needs as they age. This will not only improve the quality of services but, if done properly, reduce costs.

Second, the home must be technologically equipped. The successful ageing-in-place home will feature remote sensing and communications tools, interactive testing and medical diagnostic devices, and online access to community support and social activities. (A telealarm is a good start!)

Then there is need for age-friendly housing that employs what are called "universal design principles". Without the right physical environment, all of the coordinated services and interactive technology in the world will not produce a good result. Fortunately, making your home ready for your "future self" is something you can begin doing now. It needn't be done in hugely expensive chunks, either.

The report sets out three priorities for home modifications. The first priority, which it says should cost about CHF 1,000(Euro 750 / \$1,000) or less to achieve, is to prevent falls. It sets forth six specific changes: "removing throw rugs especially in the bathroom; installing grab bars and grips in the bathroom; assuring sturdy handrails on both sides at steps; good lighting and switching especially at stairs, halls, and entries; securing or removing carpets at stairs; soft path lighting for nighttime mobility."

The second priority is to make a home more accessible and easier to navigate, and can cost between CHF 5,000 and CHF 30,000 (Euro 3,750 to 22,500), MetLife says. Here, a common objective is to remove raised entrances between rooms and to the house itself. This is not only needed for wheelchair access but for ease of use by older occupants who risk falls by tripping over raised thresholds. The cheapest changes involve common-sense relocation of furniture so people can have unencumbered pathways through their home. Such easy access to bedrooms and bathrooms is particularly important.

Lastly, the report notes, are the more expensive changes that include bathroom and kitchen makeovers. These modifications include a no-step shower or even a lift to help people get into the bathtub. Other bathroom changes include a sitting space under the bathroom sink and extra space around the toilets so a caregiver can provide assistance if needed.

In the kitchen, a big focus of universal design changes is to lower work and storage areas so that wheelchair users and older occupants can prepare meals and have easier access to food, dishes,

and cooking tools. If you like to spend time outdoors, the Report suggests providing coverings to protect you from the sun and rain.

Starting with a more modest set of objectives, however, the report says they make financial sense. Using \$10,000 (CHF 10,000/Euro 7,500) as a sample cost for basic structural modifications is relatively reasonable compared to the costs of care in an institution.

Reference: Aging in Place 2.0, Rethinking Solutions to the Home Care Challenge, September 2010. Available from The MetLife Mature Market Institute – www.MatureMarketInstitute.com

Roger EGGLESTON



OF CABBAGES AND KINGS

ULTRA MODERNISATION

Some years ago, I promised that I wouldn't write about computers any more. They had come to stay, they were a fact of life, and like all other artifacts such as cars, telephones, washing machines and anoraks, they had become indispensable. As we learn every time they break down, we just cannot live without them. (Sometimes I wonder if we can live **with** them.) I am a realist, and accept reality with hardly a groan, or a grump, or a grumble, or a grunt, or a gripe.

Surely promises must have a statute of limitations and such promises as I made must by now be obsolete; as obsolete as it seems my computer had become although it was only one twentieth of my age.

It all came about in this wise. A few weeks ago, my son who was visiting us, wanted to look up something on the internet. He sat himself down at my computer and tapped away. *Heavens alive!* he cried. *This is so slow! How long have you had this computer?*

You ought to know, I replied. *You installed it. About five years.*

Five years! We must do something about it. I'll get you a new modem.

What, I thought, is a modem? A new form of the word modern? Or spelling being adapted to the SMS age? Or something to do with a la mode? Armani, Gucci, Dior and all that? Of course, I refrained from asking.

I began to get mysterious messages from Swisscom. *Don't touch them,* my son had admonished me, *I'll deal with them.* These messages were fully integrated with my normal quota of exciting messages telling me how I could go a-gambling without going to Las Vegas; or asking if I would kindly agree to accept \$100 million to invest on behalf of a poor widow, former wife of a President, or a wife of a former President. Of a poor country.

So the day came when my son came along, a big box under his arm and a big smile on his face. He unpacked the box (it looked harmless enough) and disappeared under my desk where live the tangle of wires like the nest of some reptile from my own, my native land.

An hour of co-habitation with the reptiles and he announced that of course the new modem wasn't compatible with my antiquated (!) set up; he would have to ask Swisscom to make certain adjustments. In the meantime, I could continue with my old one; no problem. (Sez he.)

More mysterious messages from Swisscom; another visit of my son, another disappearance to reptilian haunts. *I just have a few more details to fix, he announced, but you can begin using it; no problem. No problem. (Sez he.)*

Next morning, I sat before my rejuvenated computer or modem as the case may be, and thought I would send a message to my son. I would tell him that I had already mastered the new mode or modem. Now, normally, when you begin typing a familiar name, the computer briskly completes it for you. Now, there was no such brisk action; a silent blank. I pressed a couple of keys here and there but nothing happened. I bethought me of the 'Address book' and opened it: Not a single address!

Actually, I was foxed even before I began. Normally, when I opened the computer, I would get a picture of autumn foliage with a series of icons down the left hand side. Now I got a lovely picture of swallows (*Hirundo rustica*), sitting on a telephone wire. (By the way, do you know *that* telephone wires are becoming obsolete because we will all be using cell phones? *Yes, I myself intend to start using mine – given to me by my son.*) Anyway, you can see that they are getting ready to fly hundreds of miles to southern Africa. Do they use computers to guide them on the way?

Now is the time, I thought, to show greatness of spirit. I just have to gird my loins and re-type all the scores of addresses that have disappeared. Begin with that of my son; after all blood is thicker than water. What was his address? I'll send him a message asking him to send me his address. Ah, there. but how can I ask him when I don't know his address? I'll have to phone him; what an old fashioned way to contact him.

Good heavens! he cried. *Don't be silly. Your addresses are all intact and I'm going to put them on the new modem when next I come. It will take all of two minutes.*

In the meantime, of course there was the phone. You won't believe it but there wasn't the phone. We have three phones in the house; well two really, one in the study and one in the living room. But there is an extra one, a red one (just like the President of the US has) which is left over from the last burst of modernisation. Amazing how often we have to resort to it. So what happened? I don't know what happened, but the two 'new' phones (they have a lot more buttons than the old one) craftily chose this moment to conk out. Yes, so these modern machines are a thinking species, *sapiens* with a vengeance; they choose the most vulnerable moment to go on the blink.

Well, I have my mobile to see me through this tough period, I thought.

Now why was the mobile not working? I did everything according to rule but nothing happened.

When my son came to look at this mystery, it was quickly solved. *You haven't switched it on,* he sighed. *But I never switched it off so why should I need to switch it on?* I asked, a perfectly reasonable question.

He sighed again.

In the meantime, there was another little incident. We have a security system in our building which puts Fort Knox and Sing-Sing in the shade. When a visitor arrives, he or she, as the case may be, must ring me from downstairs; I press the zero button on my phone and hey presto, the door sweetly tells the visitor or delivery man or woman, as the case may be, You can enter now.

A delivery man arrived. It was the red phone, the only one that was functioning, that rang; but this old fashioned one knew nothing about zeros and opening doors. It marched to the beat of another drum. *Look*, I said to my impatient and bewildered visitor, *I'll come downstairs and let you in. Just wait for me.*

I dashed downstairs and opened the door and greeted the delivery man – not woman, as the case turned out to be. By now, the door had closed behind me; I didn't have my keys on me; I had been too rushed to think of that. So we were now both locked out.

The only thing to do was to wait for some other resident to come along and we would enter with him. And so it came to pass.

Yes, the next step was to get new phones. But I've overstepped my time limit. And for that, you'll have to wait for the next instalment.

Aamir Ali



NEWS FROM THE ORGANIZATIONS

UNITED NATIONS

Magic of cinema brings alive League of Nations at the Palais for a weekend

In the framework of the Secretary-General's **Creative Community Outreach Initiative**, the Director-General of the **United Nations Office at Geneva** (UNOG) authorized the shooting at the Palais des Nations on 13 and 14 November of scenes from the film *Belle du Seigneur*, adapted from Albert Cohen's famous novel.

Set in the late 1930's, *Belle du Seigneur* is regarded as a classic of French modern literature and is one of the main works of fiction with a League of Nations background. It is the story of the obsessive love affair between Solal, an Assistant Secretary-General in the League of Nations and Ariane, the wife of a staff member. The novel includes ironic passages in the life of a rather unproductive international civil servant.

Directed and written by Brazilian director Glenio Bonder, who started his career as a diplomat, the film brings together well-known actors, including Jonathan Rhys Meyers as Solal and Natalia Vodianova as Ariane, and a production team that includes Oscar winners and nominees, such as Director of Photography Eduardo Serra, whose work on *The Girl with the Pearl Earring* won him an Oscar nomination.

An army of electricians, cameramen, sound technicians, make up artists, caterers and many others took over parts of the Palais over the weekend. Scenes were shot in and outside the Council Chamber and the Hall des Pas Perdus. They were assisted by staff members from the United Nations Information Service at Geneva, as well as UNOG's Division of Administration and Safety and Security Services (SSS). Two of our colleagues from the canine unit, Jose Gallardo and his dog Neo, even played small parts in a scene.

Although the project required many to work throughout the weekend, it was an unforgettable experience, and it is hoped that it will serve to raise awareness of the history of the Palais des Nations and its first tenant, the League of Nations. The **UNOG library** hosts a recently renovated League of Nations Museum, which presents significant pieces of the large League of Nations Archives collection. The collection was listed in 2009 in the UNESCO Memory of the World Register.

UNOG Library Archives colleagues helped the production team research costumes and copyright information on artworks in the filming locations.

WORLD HEALTH ORGANIZATION

WHO urges all countries to strengthen health financing so more people can use services

22 NOVEMBER 2010 | BERLIN | GENEVA -- Governments worldwide are struggling to pay for health care. As populations get older, as more people suffer chronic diseases, and as new and more expensive treatments appear, health costs soar.

Even in countries where health services have traditionally been accessible and affordable, financing mechanisms are increasingly stretched. In countries that depend heavily on people paying directly for services at the point of delivery, health bills push 100 million people into poverty each year.

This year's *World health report* gives governments practical guidance on ways to finance health care. Taking evidence from all over the world, it shows how all countries, rich and poor, can adjust their health financing mechanisms so more people get the health care they need. It encourages the international community to support low and middle-income countries' efforts to increase health coverage.

"No one in need of health care should have to risk financial ruin as a result," said Dr Margaret Chan, Director-General of WHO. "The report sets out a stepwise approach. We encourage every country to act on this and do at least one thing to improve health financing and increase health coverage over the coming year."

WHO highlights three key areas where change can happen: by raising more funds for health, raising money more fairly, and spending it more efficiently.

Raise more funds for health

In many cases, there is scope for governments to allocate more money for health. In 2000, African heads of state committed to spend 15% of government funds on health. So far three countries (Liberia, Rwanda and the United Republic of Tanzania) have achieved this. If the governments of the world's 49 poorest countries each allocated 15% of state spending to health, they could raise an additional US\$ 15 billion per year - almost doubling the funds available.

They can also generate more money for health through more efficient tax collection, as Indonesia has done, raising revenue by 10% points. They can find new sources of tax revenue, such as sales taxes and currency transactions. Ghana, for example, has funded its national health insurance partly by increasing the value-added tax (VAT) by 2.5%. A review of 22 low-income countries shows that they could between them raise US\$ 1.42 billion through a 50% increase in tobacco tax. India could generate US\$ 370 million per year by implementing a levy of just 0.005% on foreign exchange transactions.

The international community has a key role to play. An average of US\$ 44 per capita is required to ensure access to even a small set of quality health services in low income countries. Many struggle to do this. Today, 31 countries spend less than US\$ 35 per person on health. If all donors joined the Government of Norway and others that have kept their promise to allocate 0.7% of gross domestic product (GDP) to official development assistance, three million additional lives could be saved in lower income countries by 2015.

Raise money more fairly

This means removing the key financial barriers to obtaining care. Countries like Japan that manage to ensure health services are available to the entire population have done so by reducing dependence on direct, out of pocket payments and increasing prepayment - generally through insurance or taxes or a mix of the two. The funds raised are then pooled, so that it is not just those who are unlucky enough to get sick that bear the financial burden. This is the model used in many European countries, with Chile, Colombia, Mexico, Rwanda, Thailand and Turkey all making significant progress in the last decade - along with Brazil, China, Costa Rica, Ghana, Kyrgyzstan and the Republic of Moldova.

Spend money more effectively

Smarter spending could increase global health coverage by anything between 20%-40%. The report identifies ten areas where greater efficiencies are possible. One of these is the purchasing of medicines. France has adopted a strategy of using generic drugs wherever possible - this saved the equivalent of almost US\$ 2 billion in 2008. Hospitals are another. Hospital care often absorbs from half to two thirds of total government spending on health: almost US\$300 billion is lost annually to hospital-related inefficiency. More efficient spending on hospitals could boost productivity by 15%.

The international community has a key role to play in improving efficiency. Five years after the Paris Declaration on Aid Effectiveness, which aimed to harmonize aid around country-led programmes, more than 140 global health initiatives run in parallel - imposing logistic and reporting burdens on recipient governments that stretch resources still further. The Government of Rwanda, for example, currently reports on more than 890 health indicators - a hugely time-consuming process.

Looking ahead

On 22 November, WHO presents the report to a ministerial conference on health financing, hosted by the Government of Germany. The organization and its partners will then embark on a programme to help countries review their health financing systems and strategies alongside their national health policies and plans. It will encourage and facilitate exchanges of experiences between countries, and help countries adjust financing systems so that more people get to access the health services they need.

ANYONE FOR SHAKESPEARE?



HIGH SOCIETY AND LOW LIFE

By Inez HOLMES

Shakespeare has sometimes been accused of snobbery in that his tragic characters – and many of the more respectable of his comic ones – are royal or noble personages, the other social classes consisting of witless rustics, rascals who live by expedients, and “Rome and her rats” – a mindless rabble afflicted with halitosis. There is some truth in this allegation, but it needs qualification: Shakespeare is subtler than that. There is real sympathy for the shepherds in *As you like it*, honest, kindly people who suffer considerable hardship and injustice at the hands of the owner of the flocks, their lives being relieved only by sheep-shearing feasts such as that in another play featuring rural life, *The winter’s tale*. Low life as Shakespeare sees it, on the other hand, is largely an urban phenomenon and, although he does not always sympathize with his rascals and rabble, he depicts them with enormous gusto.

Shakespeare’s scenes from low life are set in different places – Rome, Vienna and above all London, for which the other cities are a proxy. His rogues, moreover, do not all come from the lower classes: they are joined (but only temporarily and for reasons of his own) by Prince Hal, the future Henry V, and above all by that arch-rogue Sir John Falstaff, drunken, gluttonous, cowardly, thieving, lecherous and mendacious, but full of wit, good humour, vitality and homely wisdom. Swilling Canary sack and eating Mistress Quickly “out of house and home” by day, “foining” with Doll Tearsheet by night, he presides over the revels and riots in the Boar’s Head tavern at Eastcheap and is the befuddled brain behind the failed highway robbery on the Gadshill road. The young gentleman Lucio in *Measure for measure* is an habitu  of Mistress Overdone’s “house of resort” and is punished for it by being forced to marry one of the inmates, Kate Keepdown.

But many of the denizens of the underworld are poor devils who earn their living as best they can and are often on the verge of destitution. Such a one is Mistress Overdone, a poor old woman who has “worn [her] eyes almost out in the service” and is worried for her future: “what with the war, what with the sweat[ing sickness], what with the gallows, and what with poverty, I am custom-shrunk”. Pompey, her sidekick, when brought before a judge on the ground that he is “partly a bawd”, says “Truly, sir, I am a poor fellow that would live”. These characters, while not quite the “poor naked wretches” with whom King Lear has to share his lot, call to mind those in Brecht and Weill’s *Threepenny opera*, for whom poverty is a disease and morality is a luxury reserved for the rich.

Deplorable though their morals may be, Shakespeare’s low-lives are often redeemed by their kindness and sense of solidarity. When Mistress Overdone’s house is about to be pulled down, Pompey consoles her and promises not to abandon her. “Fear not you”, he says, “though you change your place, you need not change your trade. I’ll be your tapster still.” The prostitute Doll Tearsheet has much affection for Falstaff, an affection that is far from being entirely mercenary, since she and Mistress Quickly nurse Falstaff in his last illness with great tenderness and compassion, despite the fact that Falstaff has extorted money from Mistress Quickly under a false promise of marriage. Their behaviour is in sharp contrast to that of Prince Hal, who spends

most of his time insulting and tricking Falstaff and casts him off with a brutal “I know thee not, old man” when he succeeds to the throne. Disreputable as he is, Falstaff himself loves Hal like a son and is destroyed by his rejection.

Prince Hal’s behaviour in general, and his relationship with Falstaff in particular, point to the way in which high society interacts with low life: Falstaff may be a compendium of most of the Seven Deadly Sins, but he is a surrogate father to Hal and gives him useful insights into the life of the common man. Hal takes these lessons to heart in *Henry V*, when he visits the English camp in disguise to discover the morale of his troops. Another play with curious correspondences between high society and low life is *Measure for measure*, where the hypocritical Governor of Vienna Angelo condemns Claudio to death for getting his fiancée pregnant before their wedding and causes the houses of resort to be closed but himself attempts to induce the nun Isabella, Claudio’s sister, to prostitute herself to him in exchange for her brother’s life, fully meaning to renege on the deal and have him executed. Isabella, too, reneges on the deal in order to protect her virtue, procuring another woman to do the dirty work for her at the behest of one she believes is a holy friar. So much for the “respectable” characters in *Measure for measure*.

Another category of low-lives who appear in Shakespeare’s plays are city crowds, generally portrayed satirically or otherwise unflatteringly. It is often said that he loathed and despised them, and it is certainly the case that many of his more aristocratic characters do. His Roman patricians, for instance, refer to them as “rats”; they salute Julius Cæsar by throwing their “greasy caps” in the air; the fastidious Casca flees their “stinking breaths”; for Coriolanus they are, among other things, a “rank-scented meiny”, a “common cry of curs” whose breath he hates “as reek o’ th’ rotten fens”. Even the tribunes of the *plebs* in *Coriolanus*, who might have been expected to defend the interests of the class from which they come, hold it in contempt and are driven solely by an obsession with consolidating and maintaining their own power in the face of the Roman Senate. Whatever Shakespeare’s own views, he is well aware that the multitude of the great unwashed, however passive, can become a dangerous mob when roused to action by skilful manipulation such as that practised by the tribunes and that master orator Mark Antony, who helps to change the course of history. Perhaps the most chilling example of all, which seems to prefigure the killing fields of the Pol Pot regime and to a lesser extent the Maoist Cultural Revolution, is the depiction of Jack Cade’s rebellion in Part 2 of *Henry VI*, where the rebels bay for the blood of anyone who is literate or numerate: the clerk of Chatham is taken away to be hanged for being able to read, write and keep accounts; and Lord Say is beheaded for opening a grammar school, promoting the use of printing (an anachronism in Henry VI’s reign!), building a paper mill and having about him men “that usually talk of a noun and a verb, and such abominable words as no Christian ear can endure to hear”. In *Julius Cæsar*, too, the crowd is looking for someone to murder and picks on Cinna the poet, mistaking him for Cinna the conspirator. When they find out their mistake they cheerfully say “Tear him for his bad verses, tear him for his bad verses”, and he is lynched.

Volatile and manipulable as they are, Shakespeare’s riotous citizens occasionally have right on their side, as in *Coriolanus*, where they are starving and desperate. When they demand justice and relief they are repeatedly fobbed off by callous aristocrats with folksy fables and showers of abuse. This renders them more sympathetic in our eyes, perhaps because their creator drew his inspiration from the hardships he observed during the Midlands corn riots of his lifetime. Once again, as in the case of individuals such as Falstaff, Doll Tearsheet, Mistress Quickly, Mistress Overdone, Pompey and their fellow-rogues, Shakespeare shows himself capable of empathy and humanity.

HUMOUR

A. A. A. D. D. - Classic Retirement Syndrome

Recently, I was diagnosed with A. A. A. D. D. - Age Activated Attention Deficit Disorder.

This is how it manifests itself:

I decide to water my garden.

As I turn on the hose in the driveway, I look over at my car and decide my car needs washing.

As I start toward the garage, I notice that there is mail on the porch table that I brought up from the mail box earlier.

I decide to go through the mail before I wash the car.

I lay my car keys down on the table, put the junk mail in the rubbish bin under the table, and notice that the bin is full.

So, I decide to put the bills back on the table and take out the rubbish first.

But then I think, since I'm going to be near the mailbox when I take out the garbage anyway, I may as well pay the bills first.

I take my cheque book off the table, and see that there is only one cheque left. My extra cheques are in my desk in the study, so I go inside the house to my desk where I find the can of coke that I had been drinking.

I'm going to look for my cheques, but first I need to push the coke aside so that I don't accidentally knock it over. I see that the coke is getting warm, and I decide I should put it in the refrigerator to keep it cold.

As I head toward the kitchen with the coke, a vase of flowers on the counter catches my eye: they need to be watered.

I place the coke down on the work surface, and I discover my reading glasses that I've been searching for all morning.

I decide I better put them back on my desk, but first I'm going to water the flowers.

I set the glasses back down on the work top, fill a container with water and suddenly I spot the TV remote. Someone has left it on the kitchen table.

I realise that tonight when we go to watch TV, I will be looking for the remote, but I won't remember that it's on the kitchen table, so I decide to put it back in the lounge where it belongs, but first I'll water the flowers.

I pour some water in the flowers, but quite a bit of it spills on the floor. So, I set the remote back down on the table, get some towels and wipe up the spill.

Then, I head down the hall trying to remember what I was planning to do.

At the end of the day:

The car isn't washed.

The bills aren't paid.

There is a warm can of coke sitting on the work surface.

The flowers don't have enough water.

There is still only one cheque in my chequebook.

I can't find the TV remote.

I can't find my glasses and I don't remember what I did with the car keys.

Then, when I try to figure out why nothing got done today, I'm really baffled because I know I was busy all day long, and I'm really tired. I realise this is a serious problem, and I'll try to get some help for it, but first I'll check my e-mail.



PS. I just remembered, I left the water running.....



LETTERS FROM OUR MEMBERS

STAY-AT-HOME VERSUS EMS/HOMES

By Joy PATTINSON

Many years ago, the elderly lived with their children and grandchildren and it was accepted the responsibility of the younger generations to take care of the aged in families.

Nowadays this has mostly changed in western societies. Many of the older generation have the choice of remaining in their own homes or of going into an organized facility.

They are faced with giving up their independence and in many cases, have no choice because of illness or some invalidity that is permanent: or they have the choice, but are coerced into moving out of their homes.

Family inheritance often takes precedence, when an elderly person is convinced her priority lies in making sure her offspring enjoy life, when she should think of herself. One such lady lives in a Home without private bathroom facilities as she prefers to leave her money to her children and grandchildren, rather than spend her latter days in a more convivial atmosphere. Nobody can persuade her otherwise.

Another elderly lady has different ideas. She has booked herself for life on a cruiser and enjoys a good life sailing around the world in a luxury cabin with all mod-cons. She eats and sleeps on board and is entertained just like other paying guests. Only she doesn't ever disembark. The ship is her home until she leaves this world. What a life!

So far nobody has come up with the excellent idea of creating such a cruise ship exclusively for the elderly!

Remaining in one's own home is helped a great deal by the supply of meals-on-wheels. Having seen some of them, I would not term these gourmet dinners. However at an old age, some are prepared to put up with disappointments.

Remaining at home appears to be an ideal solution if one can afford to health-wise. There is nothing like one's own bed. With TV, computer, telephone, kitchen and bathroom, many do not crave for more. Friends can visit at will and do not have to stick to visiting hours like those imposed in some Homes. However there are also drawbacks. It is a more lonely life for those who enjoy company but cannot get out and about as they once did. And you certainly cannot order what you prefer to eat. You take it as it comes.

Many Homes were at first situated outside town centres. That causes both physical and mental loneliness. Transport is laid on to take them into town, but is not always at convenient times and one is bound by time. Lately, many Homes have been appearing in the centre of areas where there are shopping, hairdressing and other features and a choice of restaurants.

One such establishment is in the Charpentier arcade in the centre of Morges. Another is at Etoy, surprisingly on the route Suisse. Both of these facilities offer nearby shopping in boutiques and supermarkets, so transport is unnecessary as everything is within walking distance. Etoy is spoilt for shops. In that particular area is found Denner, Migros, Casino, Coop, Pfister, Hornbach, SunStore, McDonalds and many other 'eateries'. There are railway and bus services available regularly.

Decisions must be made by all of us one day, sooner or later. It is not possible to reserve in any of these establishments because clearly they don't know when a vacancy is going to occur! So thoughts of being able to contribute to one's abode in the future, don't exist.

In the course of 2011, AFICS will begin extensive enquiries into the choices of remaining in one's own home or checking into a residential Home. It is not expected to be able to hold a Seminar on the subject until 2012, due to the amount of work involved in organizing such an event, along with the collection of a mass of data and research. It is expected to be as great a success as their last Seminar on Wills and Successions held at the ILO on 28 September 2010.

News of this Seminar will eventually be highlighted in the AFICS Bulletins of 2011. Meantime, its Committee members are working very hard behind the scenes to make this a success, whilst continuing tirelessly to achieve their other tasks on a day-by-day basis. It's going to be a mammoth achievement, but this work could not be more ably conducted. It is going to be worth looking forward to.

Happy New Year to everybody.

NOUVEAUX MEMBRES NEW MEMBERS

BEHROUX Annabel L. (ITU)	Chemin de la Bruyère 3 CH-1197 Prangins	0041 22 362 0940 annabel.behrouz@gmail.com
BRUNET Jacqueline (ITU)	30 rue de Versoix FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 400 624 jackybrunet@orange.fr
CALEGARI Josette L. (WMO)	8 chemin du Gué FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 407 195 leonie.calegari@orange.fr
FENNESSY Margaret M. (ILO)	Rue de la Grange Micard 5 1186 Essertines-sur-Rolle	0041 21 828 2566 mfennessy@bluewin.ch
KIENTZLER François (ILO)	48 avenue du Jura FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 6 1232 1125 f.kientzler@wanadoo.fr
KONDRACHOV Anatoli (UNOG)	147 rue du Creux du Loup FR-01170 Gex	0033 450 423 733 anludko@yahoo.fr
SCHMITT Isabel (UNHCR)	Rue de Carouge 57 CH-1205 Genève	0041 22 7395281 schmitt@unhcr.org
TRABULSI Sami (ITU)	42 avenue du Jura FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 407 601 sami.trabulsi@wanadoo.fr
WEIGEL Brigitte # (GATT)	Avenue de Budé 33 CH-1202 Genève	0041 22 734 1015 bweigel@sunrise.ch

ILS NOUS ONT QUITTÉS THEY HAVE PASSED AWAY

UNOG – ONU GENÈVE		PITTELOUD Georges	27 09 2010
BAKKER Cornelia Adriana	17 05 2010	ROY Madeleine	28 04 2010
BERSET Leonard	20 08 2010	SERIFOGLU Muhammed	24 05 2010
DZIECIELEWSKI Wladyslaw	06 06 2010	TAIZI Sher Zaman	22 12 2009
EZZEDINE Hana	17 04 2010		
GERMANI Marcelle	05 07 2010		
GUY Christiane	30 09 2010	GATT	
IYDOGAN Nazife	05 12 2009	DUDAS Stephane	22 06 2010
KIAN NIA Manoutchehr	27 05 2010		
KUNDAELI John Nkya	28 11 2005		
MURCIA Odile	29 07 2010	ILO – BIT	
NARAY Peter A.	20 06 2010	AGOSTINONE Valerio	15 06 2010
NATARAJAN Ramakrishna	15 06 2010	ALFONSO BERNAL Luis A.	07 08 2010
NIELD Roger	30 07 2010	AMIOT (SERVAGE) Jeanne Yvonne	20 06 2010
PALACIOS DE GONZALEZ Agustina	28 06 2010	ASGHAR Syed Ali	08 08 2004
PARSHINA Tatyana	26 05 2009	BOILLAT A.L.	07 08 2010
PATOCCHI G.	05 08 2010	BOYE Liv Vibe	09 10 2010

CULIK Frantisek	21 05 2010	D'EMIDIO Joseph	03 06 2010
DEBRAY Paul Victor	21 10 2010	EDWARDS Brian	23 10 2010
FAVRE Jean-Jacques	18 07 2010	EMMANUEL Marie	16 05 2010
FLOTTMAN Frederick C.	19 08 2010	GOPAL S.P.	06 07 2010
GEHRIG Andre G.	02 06 2010	HUBINOIS Raymond V.F.	14 08 2010
GOODARD Thomas	11 07 2010	HUTCHINSON Joan	12 07 2010
HAEUW Jean A.L.	05 08 2010	INGRAM Anthony Lionel	21 10 2010
JESSE Andreas	09 11 2010	KANAKAMBA L.R.	26 05 2010
KITAGO Takaaki	27 07 2010	KAPRIO Aini Maria	24 06 2010
KROES Willem	03 06 2010	KMET Jasna	31 05 2010
MACAULAY George Glen	10 08 2010	LEKHAL Brahim	15 06 2010
MALO Juan Alfredo	26 09 2010	MALIOUGUINE Oleg V.	24 05 2010
MAVROGIANNIS Dionysos	07 06 2010	MARETTO Dino	02 07 2010
MOHANTY Benjamin	17 07 2010	MEHTA Harkishan D.	13 06 2010
SCASTIGLIA Francesco	11 11 2010	MPENE Pierre	03 07 2010
STEFANOVIC Simone	08 12 2009	MUJICA GONZALEZ Maria	16 01 2010
TAMPE BIRKE Alfredo	04 10 2010	NOGUEIRA Maria Vieira	15 08 2010
ZOGANAS Lotty	13 11 2010	NORIEGA German	22 07 2010
		OCANO G.	27 05 2010
		OUEDRAOGO Sibiri Joanny	13 04 2010
		PETRIDIS John	18 03 2010
IMO – IOM		POULTON Delecia	07 08 2010
VAGO B.	02 08 2010	PUYET Jean H.	05 08 2010
VIJAYAGOPAL Palat	21 06 2010	RAGAJARAJ Sarouini	20 04 2010
		ROBINSON Geraldine	06 08 2010
		ROMERO Arturu	15 05 2010
ITU – UIT		ROVIRALTA G.	12 08 2010
BUNTER L.	22 07 2010	SALAS Augustina C.	18 07 2010
ESPOSITO Dante	11 08 2010	SAMPATH Sakuntala	22 05 2010
FISCHER A.	23 05 2010	SAMPATHKUMARAN R.	04 07 2010
LASER Helene	04 06 2010	TEN Ham Martun	28 05 2010
PEROTIN Gilberte	13 07 2010	TRNKA Zdenek	12 01 2010
		VAN HOEGAERDEN Albert	05 03 2010
		WHALLEY Barry William	31 03 2010
WHO – OMS			
ALI Katoum Agab	26 07 2010		
ANDZOTSOLO Catherine	09 07 2010		
ANORA Janak	16 11 2009	WMO – OMM	
ATALLAH Sadok	06 06 2010	ELAMLY A.	17 07 2010
ATKINS Janet E.	09 08 2010	GASPARIN Daniel Jean-Marie	08 07 2010
BOSCHI Luigi	15 08 2010	GERBIER Jean-Jacques	26 06 2010
BOUKAR Adda	26 05 2010	SCHNEIDER Raymond J.	30 05 2010
BROCCOLO TOMMASI Umbe	29 06 2010		
BUBB Barbara M.	27 05 2010		
CHENG Yu-Chien	28 05 2010	UNHQ – ONU NEW YORK	
CHOWDHURY Malabika	08 06 2010	AL KHATEEB Falak	28 09 2009
COHEN Joshua I.	06 07 2010	ALEXEEV A.	31 12 2009
DE SOTELO FIGUEIREIDO Semira	30 07 2010	ANTANACIUS Vera	11 02 2010
DE VERA Aida Vidal	30 04 2010	ARCHER Otha B.	14 02 2009

BALCAZAR-ARANIB Jaime G.	10 07 2010	VALADRAS Photini	03 07 2010
BRIGNOLI R.R.	17 08 2010	VALLE Luigi	06 06 2010
CALDERON Carlos W.	14 07 2010	VAN HEERDEN J.	08 08 2010
CAMOLLI A.	22 05 2010	VILLACIN Loretta	08 06 2010
CARRIL Odile	04 06 2010	WONG Pui	29 08 2010
CELLERIER Monique	14 07 2010		
CHU Bei Sun	17 08 2010		
CHUNG Hak Joon	30 05 2010		
CLIFFORD Margaret	16 07 2010	ECLAC – CEPALC	
DE REYES J.E.	09 07 2010	CABRERA RODRIGUEZ Higinio	20 05 2010
EL-GENDI Saad A.	06 07 2010	FRINGS P.	04 07 2010
FADAIRO James	17 07 2010		
FORTIN Petronella	06 07 2010		
GABAY Mayer	03 2010	ESCAP – CESAP	
GOULDING Marrack Irvine	09 07 2010	AROMIN Elsie	29 04 2010
GRUSZKA Robert	27 07 2010	DAW Aye	01 08 2010
HILAIRE Avis I.D.	05 08 2010	HEIN Jeannine Emilie	15 02 2010
HILL D.	02 08 2010	ISRANGKURA Livit	12 2009
HOLMQUEST-GOTZ Barbara	24 07 2010	KINTANAR Agustin Jr	10 08 2010
IDO Kassim	12 06 2010	RUENPITUKS Swage	20 07 2010
INGGS Patricia	16 06 2010	SOOHY Jugender S.	13 08 2010
KATZ N.	18 07 2010	SUVARAJA Klorphan	09 08 2010
KING Benjamin	08 07 2010	THIENRAJKIJ B.	27 05 2010
KRAMER Svend Oluf	08 08 2010		
LAFLAMME J.	17 07 2010		
LETHI K.	17 04 2010	FAO	
LICONTI Lillian	11 04 2010	ABDULHADI Kinana Nazmi	14 07 2010
LOUNEV Yuri	20 06 2010	AGARWAL Krishna Murai	04 07 2010
LUPO Eugene	08 07 2010	ASGHAR Ali	31 05 2010
MANCHEGO Anita Mildred	09 08 2010	BACHMAN Audrey	20 06 2010
MEIERDIERKS Paul Herman	08 08 2010	BALDINI Bruno	05 05 2010
MILLER Richard	31 07 2010	BAN Anastasija	28 06 2010
MORA Rubio R.	28 07 2010	BATTISTINI G.	20 07 2010
NAPRSTEK Vlasta	28 06 2010	BEDETTI Giuliano	20 07 2010
O'CALLAGHAN James	10 10 2010	CAPOZZA Franco	05 07 2010
OLIE Jacob R.	24 06 2010	CSAVAS Imre	09 04 2010
PANAYOTAKIS Nicolas	29 06 2010	DESAUNETTES Jean-René	29 07 2010
PEARCE Gloria	09 06 2010	DEV Vas	08 06 2010
PETRIE Jessie Barrie	20 08 2010	DRAKE Malcolm Richard	23 08 2010
ROBERTS Norman	01 06 2010	GIANNINI Asunta	08 06 2010
SALDUCCI M.	26 05 2010	GROENEWOLD Heve	11 06 2010
SAUATEROT J.F.F.	25 05 2010	HASSID M.	29 06 2010
SHELLENBERG Helen	30 05 2010	HU Sophie Swen Fen	17 06 2010
SCHENK Leslie	06 04 2010	KAPSIOTIS G.D.	05 07 2010
SCHLAFF M.A.	18 08 2010	LEXANDER Thyra Gunborg	12 06 2010
SEALES Vernon Fitzroy	21 06 2010	LISBOA RAMOS Aguinaldo	14 06 2010
SMART C.	18 08 2010	MATOS REATEGUI Marina Estrella	21 07 2010
TUCKER Edward H.	14 05 2010	MIHARA Tsunetoshi	19 02 2010

MILAD Therese	11 07 2010	BEYE Samba	28 02 2010
MILROY BANDINELLI Heather	10 06 2010	CEEESAY Hassum	18 05 2010
MUJOI Fernando	24 08 2010	DAOUD Jamal Musa	12 06 2010
PANSIOT Lydie Leonie	19 07 2010	DEL RIO Sonja Olga	16 05 2010
PUJOS A.	16 07 2010	DENES Oto	03 07 2010
RAMOS Collado I.	20 07 2010	FAWUNDU Alfred Sallia	15 08 2010
RISI M.	17 05 2010	GITTENS Velda Evadne	03 06 2010
RITTER Stuart	01 08 2010	GUEYE Faly	01 05 2010
SAETERSDAL Julie Marie	28 01 2010	GULILAT Taye	22 07 2006
SPINKS Gilbert Roy	18 05 2010	HARDJONO Sugeng	21 05 2010
STAPLETON Michael David	24 08 2010	KHAN Naimullah	21 12 2009
TROJER Helene	26 07 2010	NSUE-NGUEMA Jesus	19 01 2010
TUCK Harley Hamilton	29 06 2010	SANGSOOK Bumroong	15 05 2010
WEBBER C.M.	12 07 2010	SERRANO Hector	02 07 2010
		SIDELL Robert	06 05 2010
		SUBBA Anju	15 05 2010
		TOME N.	01 06 2010
IAEA – AIEA		UGBOGU Boniface	14 11 2009
BEETLE Jean	17 05 2010	UNUAVBOROH M.	30 07 2010
CZIBULKA Astrid	15 07 2010	YENKO Emma	08 06 2010
JUNGMANN August	28 02 2010		
LENDVAJ Otto	15 08 2010		
MEHIA Madhukar Kapilrai	28 06 2010		
TRIAS Cesar Morer	23 06 2010	UNECA	
		AMARE Negatou	26 04 2010
		JAEHRLING Anneliese	01 06 2010
ICAO – OACI			
BLYTHE Keith I.	07 08 2010		
DUBA Dusan	21 07 2010	UNEP – PNUE	
GERONIMO M.	11 08 2010	McDOUGALL C.	07 07 2010
GOPALAKRISHNAN Seetha	20 07 2010		
GRAINGER Doris	30 07 2010		
GUTIERREZ Pablo Chavez	29 05 2010	UNESCO	
MAJOR Jean Paul	26 05 2010	AL-BUKHARI Najati	15 06 2010
MOUSTAFA Salah El-Deen	24 04 2010	AUJAME Roger	19 05 2010
SARAVIA GONZALEZ Carlos	09 06 2010	BAKRI B.	22 06 2010
TIMMER Roem T. Weber	18 06 2010	BHASIN R.L.	13 12 2009
		BISHOP Leslie	03 07 2010
		DE MESA J.	21 07 2010
		DE VAJAY S.	06 07 2010
ICGEB		DEL BIGIO Sarah Anne	31 05 2010
FALASCHI Artuo	01 06 2010	FERNANDEZ-RAMOS Marc	28 06 2010
		FOMENKO Victor	30 04 2010
		HOPPER Ronald A.	14 11 2009
UNDOF		IYER Venkiteswar R.	07 07 2010
MOUSSA Mahmoud	04 12 2009	JORDAN M.	28 07 2010
		LANKFORD Robert	23 05 2010
		LEBAS Pauline	05 05 2010
UNDP – PNUD		LEPINE Jean Claude	12 07 2010
AL DOSARY Abdallah Nasser	12 07 2009		

MASENS Liana	10 05 2010
MATALON R.	10 05 2010
MENDIS Vernon	23 06 2010
MUNOZ SAN MARTIN Enrique	16 07 2010
PIRCHER Alois	07 08 2010
PIUZZI Danyela	05 07 2010
RAO Putrevu	15 04 2010
SOSSI Maria	20 03 2010
TALER N.	01 07 2010
TILLETTE DE MAUTORT Roch	18 06 2010
VERMAELEN R.	08 08 2010
YUNIS Shafio	12 08 2010
ZADORA Konstanty	05 07 2010
ZOCH-GEYSERMANS Lucienne	27 05 2010

UNESCWA - CESAI

RADMAN Mohamed E.	21 05 2010
-------------------	------------

UNIC

DE GUTTRY L.	02 08 2010
VASSILIEF B.M.	04 06 2010

UNICEF

ABDI Muctar Haji	20 05 2010
CHANG Andrew Kee Meng	02 05 2010
DENTON DE MENDOZA Norma	28 07 2010
HELMS T.	24 05 2010
HONDA Kotaro	02 05 2010
NOWACKI Michel C.	02 06 2010
TRAORE Oumar	20 02 2010

UNDEP

KUBAKA Michel	30 06 2010
---------------	------------

UNFIL

KHALLIL ALAM Maryam I.	04 08 2010
SLEMAN Adnan F.	07 08 2010

WTO – TOURISM

DI MAMBRO Nina	11 06 2010
----------------	------------